

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 2816

[C — 2008/29400]

18 JUILLET 2008. — Décret visant à réguler les inscriptions des élèves dans le 1^{er} degré de l'enseignement secondaire et à favoriser la mixité sociale au sein des établissements scolaires

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret peut être qualifié : « décret mixité sociale ».

Art. 2. A l'article 80, paragraphe 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, modifié par les décrets du 8 février 1999, du 5 juillet 2000, du 19 juillet 2001, du 28 janvier 2004, du 8 mars 2007 et du 19 octobre 2007, les alinéas suivants sont insérés à la suite de l'alinéa 4 :

5. « En toute hypothèse, le chef de tout établissement au sein duquel est organisé le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire communique chaque année à l'Administration, par courrier recommandé et au plus tard le 20 octobre :

1° le nombre limité d'élèves que l'établissement pourra, eu égard aux locaux disponibles, accueillir l'année scolaire suivante en première année du premier degré de l'enseignement secondaire;

2° les proportions et le critère qui permettront au chef d'établissement de classer, en vue de l'année scolaire suivante, et dans les circonstances visées au paragraphe 4, alinéas 15, 18 et 19, les demandes d'inscription visées au paragraphe 4, alinéas 6 et 16. Il communique également ces proportions et ce critère à toute personne intéressée et en assure la publicité par voie d'affichage au sein de l'établissement scolaire.

- 6. Le chef d'établissement, après avoir pris l'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 ainsi que l'avis du Comité de concertation de base, et dans le respect des articles 6, 10 et 11 du présent décret, détermine le critère visé à l'alinéa 5. Ce critère est choisi parmi les seuls critères suivants:

1° le critère de la répartition équilibrée des enfants par classe d'âge, mis en œuvre conformément au paragraphe 4, alinéas 20 et 21;

2° le critère alphabétique, mis en œuvre conformément au paragraphe 4, alinéas 22 et 23;

3° le critère de la date de naissance, mis en œuvre conformément au paragraphe 4, alinéas 24 et 25;

- 7. L'avis du Comité de concertation de base visé à l'alinéa précédent est recueilli conformément aux dispositions de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

- 8. Le classement des demandes d'inscription qui résulte de l'application des critères visés à l'alinéa 5 est établi sans préjudice de l'application des proportions visées au même alinéa.

- 9. Pour la fixation des proportions visées à l'alinéa 5, le chef d'établissement, après avoir pris l'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 ainsi que, conformément à l'alinéa 7, l'avis du Comité de concertation de base, détermine d'une part, le pourcentage de places qui seront réservées aux élèves ayant introduit ou pour lesquels a été introduite une demande d'inscription et qui sont domiciliés dans la commune où se situe l'établissement d'enseignement secondaire et, d'autre part, le pourcentage de places qui seront réservées aux élèves ayant introduit ou pour lesquels a été introduite une demande d'inscription et qui ont fréquenté, lors de l'année scolaire précédente, un établissement ou une implantation d'enseignement fondamental ou primaire moins favorisé.

- 10. La proportion bénéficiant aux élèves domiciliés dans la même commune est définie en fonction d'un pourcentage de référence, représentatif du nombre d'élèves domiciliés dans la commune où se situe l'établissement d'enseignement secondaire et qui y sont régulièrement inscrits en première année du premier degré de l'enseignement secondaire au 1^{er} octobre de l'année en cours. Cette proportion s'inscrit dans une fourchette de pourcentages dont le minimum n'est pas inférieur de plus de 5 % au pourcentage de référence et dont le maximum n'est pas supérieur de plus de 5 % au pourcentage de référence. Sauf dérogation accordée par le Gouvernement sur demande motivée du chef d'établissement, l'utilisation répétée de cette fourchette de moins 5 à plus 5 % ne peut permettre de s'écarter de plus de 10 % du pourcentage constaté au 1^{er} octobre 2008. La motivation est notamment fondée sur l'évolution démographique dans et hors de la commune.

- 11. La proportion bénéficiant aux élèves provenant d'une école ou d'une implantation d'enseignement fondamental ou primaire moins favorisée ne peut être inférieure:

1° pour l'année scolaire 2009-2010, à 15 % de l'ensemble des places disponibles en première année du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire;

2° pour les années scolaires 2010-2011 et suivantes, à 20 % de l'ensemble des places disponibles en première année du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire.

- 12. Le Gouvernement ou son délégué établit et communique à tous les chefs d'établissement, au plus tard le 1^{er} octobre, la liste des écoles et des implantations d'enseignement fondamental ou primaire moins favorisées dont les élèves bénéficient, le cas échéant, de l'application de la proportion visée à l'alinéa précédent.

- 13. La liste visée à l'alinéa précédent reprend uniquement les implantations de l'enseignement fondamental ou primaire qui, dans le classement des implantations de l'enseignement fondamental ou primaire dressé par l'Administration en application de l'article 4, § 2, alinéa 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, sont les moins favorisées et qui ensemble scolarisent 40 % des élèves.

- 14. Les services du Gouvernement assurent le contrôle du respect, par les chefs d'établissement, du présent décret, notamment lors des phases de classement visées au paragraphe 4, alinéas 15 et 18 et lors de l'application du paragraphe 4, alinéa 19. »

Art. 3. L'article 80, § 4, du même décret est remplacé par un nouveau § 4, rédigé comme suit :

- 1. « § 4. Chaque année, les demandes d'inscription relatives au premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire sont introduites et traitées selon le mode décrit dans les alinéas qui suivent.

- 2. Toute demande d'inscription relative au premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire est actée dans un registre. Y sont mentionnés le nom de l'élève, sa date de naissance, son domicile, la date de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription.

- 3. La demande d'inscription est introduite auprès de l'établissement scolaire par l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, par ses parents ou par la personne investie de l'autorité parentale. En cas d'empêchement, l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent, par écrit, mandater une tierce personne pour introduire la demande d'inscription auprès de l'établissement scolaire en son nom pour autant que la personne mandatée ne soit pas membre du personnel de l'établissement scolaire concerné par l'inscription. Le cas échéant, cette procuration peut concerner simultanément plusieurs élèves si ceux-ci sont frère(s), soeur(s) ou résident sous le même toit. Dans le courant d'une même année scolaire, une même personne ne peut être mandatée qu'une seule fois pour introduire une demande d'inscription auprès d'un établissement scolaire.

- 4. Lors de l'introduction de la demande d'inscription, l'élève ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, indiquent s'ils ont introduit ou comptent introduire une demande d'inscription dans un ou plusieurs autres établissements qu'ils désignent.

- 5. Dès le premier jour ouvrable du mois d'octobre, le chef d'établissement remet à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale qui en font la demande, les documents visés à l'article 76, alinéa 1^{er}. La souscription aux projets éducatif, pédagogique et d'établissement, au règlement des études et au règlement d'ordre intérieur, telle que visée à l'article 76 fait l'objet d'un entretien, avec le chef d'établissement ou son délégué, qui peut, le cas échéant, être organisé à un autre moment qu'à l'introduction de la demande d'inscription.

- 6. Du premier jour ouvrable du mois de novembre au dernier jour ouvrable précédant le 15 novembre précédant l'année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée, le chef d'établissement ouvre une première phase d'inscription, pendant laquelle sont actées uniquement les demandes d'inscription relatives aux élèves:

1° dont un frère ou une sœur ou tout autre mineur résidant sous le même toit fréquente déjà l'établissement;

2° dont au moins l'un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement;

3° qui fréquentent un internat relevant du même pouvoir organisateur que l'établissement ou avec lequel celui-ci entretient une collaboration;

4° qui bénéficient d'un apprentissage en immersion en 6^{ème} primaire au sein d'un établissement d'enseignement fondamental ou primaire organisant l'apprentissage en immersion, et qui souhaitent poursuivre l'apprentissage en immersion au 1^{er} degré de l'enseignement secondaire ou, pour les élèves mineurs, dont les parents ou la personne investie de l'autorité parentale souhaitent qu'ils puissent poursuivre l'apprentissage en immersion au 1^{er} degré de l'enseignement secondaire;

5° qui sont issus :

a) d'un home ou d'une famille d'accueil, pour autant qu'ils y aient été placés par le juge ou le conseiller d'aide à la jeunesse;

b) d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe;

c) d'un centre d'accueil organisé ou reconnu par l'Office de la naissance et de l'enfance;

6° qui ont des besoins spécifiques au sens de l'article 2, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et pour lesquels une intégration permanente est envisagée pour la première année du premier degré de l'enseignement secondaire en application du chapitre X du même décret;

7° qui, même sans avoir été régulièrement inscrits dans l'enseignement spécialisé organisé par le décret du 3 mars 2004, éprouvent, au moment d'introduire ou de voir introduire par leurs parents ou la personne investie de l'autorité parentale une demande d'inscription, des besoins spécifiques fondés sur un handicap avéré;

8° qui fréquentent, depuis le 30 septembre 2007 au plus tard, soit le seul établissement d'enseignement primaire ou fondamental adossé avec lequel l'établissement d'enseignement secondaire peut mais doit avoir conclu, aux conditions visées à l'alinéa 11, une convention d'adossement permettant une inscription directe au premier degré de l'enseignement secondaire, soit l'établissement d'enseignement primaire ou fondamental adossé avec lequel l'établissement d'enseignement secondaire peut mais doit avoir conclu, aux conditions visées à l'alinéa 12, une seconde convention d'adossement permettant une inscription directe au premier degré de l'enseignement secondaire. Par établissement d'enseignement fondamental ou primaire adossé, on entend exclusivement un établissement d'enseignement fondamental ou primaire qui remplit au moins trois des quatre conditions suivantes:

1° Avoir le même pouvoir organisateur que l'école secondaire;

2° Avoir un projet d'établissement commun, sauf pour les dispositions spécifiques au niveau d'enseignement concerné;

3° Se situer dans la même commune;

4° Avoir au moins 40 % des élèves de 6^{ème} primaire qui, au cours des deux dernières années scolaires 2006-2007 et 2007-2008, se sont inscrits dans l'école secondaire concernée par la convention d'adossement.

- 7. Dans le cas mentionné à l'alinéa 6, 4^o, la demande d'inscription est actée pour autant qu'elle concerne un élève issu du seul établissement d'enseignement primaire ou fondamental avec lequel l'établissement d'enseignement secondaire pratiquant l'apprentissage par immersion peut mais doit avoir conclu un accord de collaboration visant à assurer la continuité de l'apprentissage par immersion entre le deuxième cycle de la deuxième étape et la troisième étape du continuum pédagogique tel que visé à l'article 10 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique.

- 8. Dans le cas mentionné à l'alinéa 6, 5^o, la demande d'inscription est actée pour autant qu'une copie de l'attestation visée à l'article 29, § 2, alinéa 3, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement soit remise au chef d'établissement au plus tard le dernier jour ouvrable de la première phase visée à l'alinéa 6.

- 9. Dans le cas mentionné à l'alinéa 6, 6^o, la demande d'inscription est actée pour autant que la proposition d'intégration visée à l'article 134 et à l'article 150 du même décret ait fait l'objet de l'acceptation visée à l'article 135 et à l'article 151 du même décret au plus tard le dernier jour ouvrable de la première phase visée à l'alinéa 6.

- 10. Dans le cas mentionné à l'alinéa 6, 7^o, la demande d'inscription est actée pour autant qu'elle soit fondée sur un projet d'intégration accepté par le chef d'établissement, en concertation avec l'équipe éducative, et ce, au plus tard le dernier jour ouvrable de la première phase visée à l'alinéa 6. Pour l'application du présent alinéa, un projet d'intégration est un protocole reprenant:

1^o l'accord du chef d'établissement;

2^o l'accord des parents, de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève lui-même s'il est majeur;

3^o l'énumération des équipements spécifiques permettant à l'élève de poursuivre sa scolarité;

4^o les partenaires éventuels chargés de l'accompagnement de l'élève et autorisés à intervenir dans l'établissement scolaire;

5^o les éventuelles dispositions spécifiques établies entre l'école et les parents, la personne investie de l'autorité parentale ou l'élève lui-même s'il est majeur.

- 11. Dans le cas mentionné à l'alinéa 6, 8^o, la demande d'inscription est actée pour autant que la seule convention d'adossement conclue avec l'établissement d'enseignement primaire ou fondamental adossé ait été transmise à l'Administration au plus tard le 30 septembre 2008.

- 12. Le Gouvernement reconnaît, au plus tard le 20 octobre 2008, une seconde convention d'adossement si et seulement si:

1^o elle est conclue par l'établissement d'enseignement secondaire avec un autre établissement d'enseignement primaire ou fondamental adossé au sens de l'alinéa 6, 8^o;

2^o elle est transmise à l'Administration et au Gouvernement au plus tard le 30 septembre 2008;

3^o au 15 janvier 2008, l'ensemble des élèves inscrits en première année du premier degré de l'enseignement secondaire de l'établissement et issus des deux écoles primaires ou fondamentales adossées, en ce compris les élèves visés à l'alinéa 6, occupaient au maximum 50 % des places disponibles.

- 13. S'il apparaît, pour toute année scolaire postérieure à celle lors de laquelle le Gouvernement reconnaît, le cas échéant, la seconde convention, qu'au 15 janvier l'ensemble des élèves inscrits en première année du premier degré de l'enseignement secondaire de l'établissement et issus des deux écoles primaires ou fondamentales adossées, en ce compris les élèves des écoles adossées qui relèvent également d'une autre catégorie d'élèves visés à l'alinéa 6, occupent plus de 50 % des places disponibles, la seconde convention devient définitivement caduque à compter de l'année scolaire qui suit celle du constat.

- 14. Si, à l'issue de la première phase d'inscription, il apparaît dans le registre que le total des demandes d'inscription actées pendant la première phase d'inscription est inférieur ou égal au nombre de places disponibles dont le chiffre doit être communiqué à l'Administration en application du paragraphe § 1^{er}, alinéa 5, l'ensemble des demandes d'inscription actées pendant cette première phase ont définitivement enregistrées, sans préjudice de l'application de l'alinéa 19 et du refus de ces inscriptions pour l'une des raisons visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2 et 3.

- 15. Si, à l'issue de la première phase d'inscription, il apparaît dans le registre que le total des demandes d'inscription actées pendant cette première phase est à lui seul supérieur au nombre de places disponibles dont le chiffre doit être communiqué à l'Administration en application du paragraphe § 1^{er}, alinéa 5, le chef d'établissement, sans préjudice de l'application de l'alinéa 19, ouvre une phase de classement, pendant laquelle, aux fins d'attribuer les places disponibles, il classe les demandes d'inscription actées pendant la première phase d'inscription sur la base des proportions et du critère fixés et communiqués conformément au paragraphe § 1^{er}, alinéas 5 et suivants, dans les conditions et de la manière prévues, selon le cas, aux alinéas 20 et 21, 22 et 23, 24 et 25.

- 16. Du premier jour ouvrable qui suit le 15 novembre au premier jour ouvrable qui précède le 29 novembre précédant l'année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée, le chef d'établissement ouvre une deuxième phase d'inscription, pendant laquelle sont actées les demandes d'inscription relatives à des élèves non visés à l'alinéa 6, et également des élèves visés à l'alinéa 6 pour lesquels l'élève, s'il est majeur ou, pour l'élève s'il est mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, n'ont pas sollicité, alors qu'ils étaient dans les conditions pour le faire, une demande d'inscription durant la première phase. Lors de l'introduction de la demande d'inscription, l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, indiquent s'ils ont introduit ou comptent introduire une demande d'inscription dans un ou plusieurs autres établissements d'enseignement secondaire qu'ils désignent.

- 17. Si, à l'issue de la deuxième phase d'inscription, il apparaît dans le registre que le total des demandes d'inscription actées pendant les première et deuxième phases d'inscription est inférieur ou égal au nombre de places disponibles dont le chiffre doit être communiqué à l'Administration en application du paragraphe § 1^{er}, alinéa 5, l'ensemble des demandes d'inscription actées pendant la deuxième phase d'inscription sont elles aussi définitivement enregistrées, sans préjudice de l'application de l'alinéa 19 et du refus de ces inscriptions pour l'une des raisons visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2 et 3. Les places encore disponibles à l'issue de la deuxième phase d'inscription sont, le cas échéant, attribuées dans l'ordre chronologique des demandes d'inscription introduites postérieurement à celle-ci.

- 18. Si, à l'issue de la deuxième phase d'inscription, il apparaît dans le registre que le total des demandes d'inscription actées pendant les première et deuxième phases d'inscription est supérieur au nombre de places disponibles dont le chiffre doit être communiqué à l'Administration en application du paragraphe § 1^{er}, alinéa 5, l'ensemble des demandes d'inscription pendant la première phase d'inscription sont définitivement enregistrées conformément à l'alinéa 14. Sans préjudice de l'application de l'alinéa 19, le chef d'établissement ouvre alors une phase de classement, pendant laquelle, aux fins d'attribuer les places encore disponibles, il classe les demandes d'inscription actées pendant la deuxième phase d'inscription sur la base des proportions et du critère fixés et communiqués conformément au paragraphe § 1^{er}, alinéas 5 et suivants, dans les conditions et de la manière prévues, selon le cas, aux alinéas 20 et 21, 22 et 23, 24 et 25. Toutefois, lors de ce classement, l'ensemble des demandes d'inscription actées pendant la première phase d'inscription et définitivement enregistrées pour cette raison entrent néanmoins en ligne de compte pour l'application des proportions fixées et communiquées conformément au paragraphe § 1^{er}, alinéas 5 et suivants.

- 19. Si, à l'issue de la deuxième phase d'inscription, il apparaît dans le registre que le total des demandes d'inscription pour un enseignement en immersion, actées pendant les première et deuxième phases d'inscription excède le nombre de places disponibles au sein de classes en immersion de l'établissement, limitées en application de l'article 6, § 2, du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, le chef d'établissement attribue lesdites places en appliquant, d'abord aux élèves visés à l'alinéa 6, 4^o et ensuite, le cas échéant, aux autres élèves ayant introduit ou pour lesquels a été introduite une demande d'inscription pour un enseignement en immersion, les proportions et le critère fixés et communiqués conformément au paragraphe § 1^{er}, alinéas 5 et suivants, dans les conditions et de la manière prévues, selon le cas, aux alinéas 20 et 21, 22 et 23, 24 et 25.

- 20. S'il ouvre une phase de classement en application des alinéas 15 et 18, ainsi que pour l'application de l'alinéa 19, le chef d'établissement qui, en application du § 1^{er}, alinéas 5 et suivants, a fixé et communiqué le critère de la répartition équilibrée des enfants par classe d'âge visé au § 1^{er}, alinéa 6, 1^o:

1^o avise immédiatement les Services du Gouvernement du fait qu'une phase de classement est ouverte;

2^o détermine comme suit, en présence d'un agent des Services du Gouvernement que le Gouvernement désigne, la combinaison chiffrée, appelée « date pivot » au départ de laquelle les demandes d'inscription seront classées de la manière prévue à l'alinéa 21 :

— tout d'abord, parmi les chiffres 1 à 12, il tire au sort celui qui, dans la date pivot, correspondra au mois de l'année;

— ensuite, en fonction du mois tiré au sort, il tire au sort, soit parmi les chiffres 1 à 30, correspondant aux jours possibles aux mois d'avril, juin, septembre et novembre, soit parmi les chiffres 1 à 31, correspondant aux jours possibles aux mois de janvier, mars, mai, juillet, août, octobre et décembre, soit parmi les chiffres 1 à 29, correspondant aux jours possibles au mois de février, celui qui, dans la date pivot, correspondra au jour du mois;

3^o signe le procès-verbal du tirage au sort dressé séance tenante par l'agent visé au 2^o.

- 21. Lorsque, en application de l'alinéa précédent, la date pivot est connue, le chef d'établissement examine de la manière suivante les demandes d'inscription à classer en application des alinéas 15, 18 et 19 et actées dans le registre :

1^o il les répartit, dans un premier temps, en deux ensembles distincts selon que l'élève concerné est ou n'est pas domicilié dans la même commune que l'établissement;

2^o au sein de chaque ensemble ainsi formé, il classe, dans un deuxième temps, au départ de la date pivot tirée au sort en application de l'alinéa 20 les demandes d'inscription en sélectionnant successivement les élèves nés dans chacun des douze mois de l'année à partir de la date pivot, reportée de mois en mois, et dresse pour chaque ensemble une liste d'attente provisoire sur la base de la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10;

3^o si, en fonction de leur jour et de leur mois de naissance, deux ou plusieurs élèves se retrouvent ex æquo, le chef d'établissement classe les demandes d'inscription concernées en fonction d'un tirage au sort pur et simple et en avise immédiatement l'agent visé à l'alinéa 20, 2^o;

4^o si, à l'issue du classement opéré conformément aux 1^o à 3^o, la proportion d'élèves issus de la même commune, ou si celle d'élèves non issus de la commune, n'est pas atteinte, le chef d'établissement complète les places disponibles par adjonction, dans l'ordre de leur classement en liste d'attente provisoire, de demandes d'inscription relatives à des élèves de l'autre ensemble;

5^o il vérifie ensuite si, en l'état de l'application de la proportion d'élèves issus de la même commune, visée au § 1^{er}, alinéa 10, et corollairement d'élèves non issus de la même commune, la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 11 est atteinte. Dans la négative, il permute alternativement, au sein de chaque ensemble, par ailleurs dans le respect du classement qui en résulte, les demandes d'inscription d'élèves provisoirement en liste d'attente et issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée avec celles d'élèves provisoirement classés en ordre utile et qui ne sont pas issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée, jusqu'à ce que la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 11 soit atteinte. Au besoin, et subsidiairement, si le nombre des demandes d'inscription relatives à des élèves issus d'une école moins favorisée est épuisé dans une des deux listes provisoires d'attente, l'autre liste provisoire d'attente est exploitée pour combler la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 11. Si la proportion ne peut être atteinte par défaut d'élèves remplissant cette condition, la proportion est réputée atteinte.

- 22. S'il ouvre une phase de classement en application des alinéas 15 et 18, ainsi que pour l'application de l'alinéa 19, le chef d'établissement qui, en application du § 1^{er}, alinéas 5 et suivants, a fixé et communiqué le critère alphabétique visé au § 1^{er}, alinéa 6, 2^o :

1^o avise immédiatement les Services du Gouvernement du fait qu'une phase de classement est ouverte;

2^o tire au sort, obligatoirement en présence d'un agent des Services du Gouvernement que le Gouvernement désigne, parmi les 26 lettres de l'alphabet, d'abord la première lettre et ensuite la seconde lettre au départ desquelles les demandes d'inscription seront classées de la manière prévue à l'alinéa 23;

3^o signe le procès-verbal du tirage au sort dressé séance tenante par l'agent visé au 2^o.

- 23. Lorsque, en application de l'alinéa précédent, les deux lettres de l'alphabet déterminant l'ordre du classement sont connues, le chef d'établissement examine de la manière suivante les demandes d'inscription à classer en application des alinéas 15, 18 et 19 et actées dans le registre:

1^o il les répartit, dans un premier temps, en deux ensembles distincts selon que l'élève concerné est ou n'est pas domicilié dans la même commune que l'établissement;

2° au sein de chaque ensemble ainsi formé, il classe, dans un deuxième temps, au départ de la première lettre tirée au sort en application de l'alinéa 22, les demandes d'inscription dans l'ordre alphabétique des noms de famille des élèves visés par lesdites demandes et dresse pour chaque ensemble une liste d'attente provisoire sur la base de la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10;

3° dans un troisième temps, dans l'ordre du classement auquel il vient de parvenir en application du 2°, le chef d'établissement qui constate que plusieurs noms de famille commencent par la même première lettre les classe alors dans l'ordre alphabétique de leur deuxième lettre et ce, au départ de la seconde lettre tirée au sort en application de l'alinéa 22, puis, subsidiairement, dans l'ordre alphabétique ordinaire de leurs autres lettres;

4° si une identité exacte de noms de famille apparaît, le chef d'établissement classe les demandes d'inscription concernées en fonction d'un tirage au sort pur et simple et en avise immédiatement l'agent visé à l'alinéa 22, 2°;

5° pour l'ordre alphabétique visé au 2° et au 3°, le chef d'établissement prend en considération les noms de famille dans leur intégralité, particules y compris, la première lettre de la première particule étant considérée comme la première lettre du nom de famille;

6° si, à l'issue du classement opéré conformément aux 1° à 5°, la proportion d'élèves issus de la même commune, ou si celle d'élèves non issus de la commune, n'est pas atteinte, le chef d'établissement complète les places disponibles par adjonction, dans l'ordre de leur classement en liste d'attente provisoire, de demandes d'inscription relatives à des élèves de l'autre ensemble;

7° il vérifie ensuite si, en l'état de l'application de la proportion d'élèves issus de la même commune, visée au § 1^{er}, alinéa 10, et corollairement d'élèves non issus de la même commune, la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 11 est atteinte. Dans la négative, il permute alternativement, au sein de chaque ensemble, par ailleurs dans le respect du classement qui en résulte, les demandes d'inscription d'élèves provisoirement en liste d'attente et issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée avec celles d'élèves provisoirement classés en ordre utile et qui ne sont pas issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée, jusqu'à ce que la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 11 soit atteinte. Au besoin, et subsidiairement, si le nombre des demandes d'inscription relatives à des élèves issus d'une école moins favorisée est épuisé dans une des deux listes provisoires d'attente, l'autre liste provisoire d'attente est exploitée pour combler la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 11. Si la proportion ne peut être atteinte par défaut d'élèves remplissant cette condition, la proportion est réputée atteinte.

- 24. S'il ouvre une phase de classement en application des alinéas 15 et 18, ainsi que pour l'application de l'alinéa 19, le chef d'établissement qui, en application du § 1^{er}, alinéas 5 et suivants, a fixé et communiqué le critère chronologique visé au § 1^{er}, alinéa 6, 3°:

1° avise immédiatement les Services du Gouvernement du fait qu'une phase de classement est ouverte;

2° détermine comme suit, en présence d'un agent des Services du Gouvernement que le Gouvernement désigne, la combinaison chiffrée, appelée « date pivot » au départ de laquelle les demandes d'inscription seront classées de la manière prévue à l'alinéa 25 :

— tout d'abord, parmi les chiffres 1 à 12, il tire au sort celui qui, dans la date pivot, correspondra au mois de l'année;

— ensuite, en fonction du mois tiré au sort, il tire au sort, soit parmi les chiffres 1 à 30, correspondant aux jours possibles aux mois d'avril, juin, septembre et novembre, soit parmi les chiffres 1 à 31, correspondant aux jours possibles aux mois de janvier, mars, mai, juillet, août, octobre et décembre, soit parmi les chiffres 1 à 29, correspondant aux jours possibles au mois de février, celui qui, dans la date pivot, correspondra au jour du mois;

3° signe le procès-verbal du tirage au sort dressé séance tenante par l'agent visé au 2°.

- 25. Lorsque, en application de l'alinéa précédent, la date pivot est connue, le chef d'établissement examine de la manière suivante les demandes d'inscription à classer en application des alinéas 15, 18 et 19 et actées dans le registre:

1° il les répartit, dans un premier temps, en deux ensembles distincts selon que l'élève concerné est ou n'est pas domicilié dans la même commune que l'établissement;

2° au sein de chaque ensemble ainsi formé, il classe, dans un deuxième temps, au départ de la date pivot tirée au sort en application de l'alinéa 24 les demandes d'inscription, en sélectionnant successivement les élèves dans l'ordre chronologique du jour et du mois de leur naissance, et dresse pour chaque ensemble une liste d'attente provisoire sur la base de la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10;

3° si, en fonction de leur jour et de leur mois de naissance, deux ou plusieurs élèves se retrouvent ex aequo, le chef d'établissement classe les demandes d'inscription concernées en fonction d'un tirage au sort pur et simple et en avise immédiatement l'agent visé à l'alinéa 24, 2°;

4° si, à l'issue du classement opéré conformément aux 1° à 5°, la proportion d'élèves issus de la même commune, ou si celle d'élèves non issus de la commune, n'est pas atteinte, le chef d'établissement complète les places disponibles par adjonction, dans l'ordre de leur classement en liste d'attente provisoire, de demandes d'inscription relatives à des élèves de l'autre ensemble;

5° il vérifie ensuite si, en l'état de l'application de la proportion d'élèves issus de la même commune, visée au § 1^{er}, alinéa 10, et corollairement d'élèves non issus de la même commune, la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 11 est atteinte. Dans la négative, il permute alternativement, au sein de chaque ensemble, par ailleurs dans le respect du classement qui en résulte, les demandes d'inscription d'élèves provisoirement en liste d'attente et issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée avec celles d'élèves provisoirement classés en ordre utile et qui ne sont pas issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée, jusqu'à ce que la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 11 soit atteinte. Au besoin, et subsidiairement, si le nombre des demandes d'inscription relatives à des élèves issus d'une école moins favorisée est épuisé dans une des deux listes provisoires d'attente, l'autre liste provisoire d'attente est exploitée pour combler la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 11. Si la proportion ne peut être atteinte par défaut d'élèves remplissant cette condition, la proportion est réputée atteinte.

- 26. Toute phase de classement ouverte en application des alinéas 15 et 18 est clôturée au plus tard le premier jour ouvrable qui précède le 15 décembre précédant l'année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée.

- 27. A l'issue de chaque phase de classement visée au présent paragraphe, ou dans les hypothèses visées aux alinéas 14 et 17, le chef d'établissement informe l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale de l'inscription de l'intéressé ou du fait que son inscription est refusée pour le motif visé au § 1^{er}, alinéa 4 et en application du présent paragraphe. Dans ce dernier cas, le chef d'établissement communique également la position que l'élève occupe dans sa liste d'attente.

- 28. Lorsque le refus d'inscription est fondé sur le motif énoncé au § 1^{er}, alinéa 4, dès qu'une place est disponible au sein de l'établissement, elle est proposée dans l'ordre de la liste d'attente visée à l'alinéa précédent et dans le respect des proportions définies par l'établissement en application du paragraphe 1^{er}, alinéas 5 et suivants. Lorsque la liste d'attente est épuisée, les places éventuellement libérées sont attribuées dans l'ordre chronologique des demandes d'inscription introduites postérieurement à la deuxième phase d'inscription.

- 29. Lors d'une demande d'inscription survenant en application du présent paragraphe, le chef d'établissement remet à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale une attestation de demande d'inscription contenant au moins les éléments suivants:

1° l'identification et les coordonnées de l'établissement scolaire, de son pouvoir organisateur et de son chef d'établissement;

2° l'identification et les coordonnées de l'élève et, le cas échéant de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale;

3° le nombre de places totales disponibles en première année de l'enseignement secondaire dans l'établissement scolaire;

4° le cas échéant, le nombre de places attribuées à l'issue de la première phase d'inscription;

5° la date à laquelle est formulée la demande d'inscription et où est remise l'attestation, la signature du chef d'établissement et la signature de l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale;

6° les proportions et le critère qui, le cas échéant, permettront au chef d'établissement de classer les demandes d'inscriptions. Ceux-ci sont acceptés par l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, par les parents ou la personne investie de l'autorité parentale.

- 30. A l'issue de chaque phase de classement visée au présent paragraphe, ou dans les hypothèses visées aux alinéas 14 et 17, le chef d'établissement remet à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale une attestation d'inscription ou de refus d'inscription succédant à l'attestation de demande d'inscription reçue à l'issue de la première phase d'inscription ou de la deuxième phase d'inscription, et contenant notamment les éléments suivants:

1° l'identification et les coordonnées de l'établissement scolaire, de son pouvoir organisateur et de son chef d'établissement;

2° l'identification et les coordonnées de l'élève et, le cas échéant de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale;

3° le nombre de places totales disponibles en première année de l'enseignement secondaire dans l'établissement scolaire;

4° le nombre de places attribuées à l'issue de la première phase d'inscription;

5° le fait que l'inscription est soit acceptée soit refusée pour le motif visé au § 1^{er}, alinéa 4 et, le cas échéant, la position que l'élève occupe sur la liste d'attente et l'indication des services de l'administration où l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent obtenir une assistance en vue d'inscrire l'élève dans un établissement d'enseignement de la Communauté française ou dans une institution assurant le respect de l'obligation scolaire.

6° la date à laquelle l'attestation d'inscription est signifiée et remise, la signature du chef d'établissement et la signature de l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale.

- 31. Lorsque l'inscription est refusée pour le motif visé au § 1^{er}, alinéa 4 et que l'élève occupe une place sur la liste d'attente, le chef d'établissement transmet immédiatement copie de l'attestation à l'une des commissions zonales des inscriptions dans l'enseignement de la Communauté française.

- 32. Pour l'application du présent paragraphe, il faut entendre par jour ouvrable, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés et des vacances scolaires. »

Art. 4. A l'article 88, paragraphe 1^{er}, du même décret, les alinéas suivants sont ajoutés à la suite de l'alinéa 3 :

- 4. « En toute hypothèse, le pouvoir organisateur de tout établissement au sein duquel est organisé le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire communique chaque année à l'Administration, par courrier recommandé et au plus tard le 20 octobre :

1° le nombre limité d'élèves que l'établissement pourra, eu égard aux locaux disponibles, accueillir l'année scolaire suivante en première année du premier degré de l'enseignement secondaire;

2° les proportions et le critère qui lui permettront de classer, en vue de l'année scolaire suivante, et dans les circonstances visées au paragraphe 4, alinéas 15, 18 et 19, les demandes d'inscription visées au paragraphe 4, alinéas 6 et 16. Il communique également ces proportions et ce critère à toute personne intéressée et en assure la publicité par voie d'affichage au sein de l'établissement scolaire.

- 5. Le pouvoir organisateur, après avoir pris l'avis du Conseil de participation visé à l'article 69, ainsi que l'avis de la Commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné ou l'avis de l'instance concernée dans l'enseignement libéré subventionné et dans le respect des articles 6, 10 et 11 du présent décret, détermine les critères visés à l'alinéa 4. Ce critère est choisi parmi les seuls critères suivants :

1° le critère de la répartition équilibrée des enfants par classe d'âge, mis en œuvre conformément au paragraphe 4, alinéas 20 et 21;

2° le critère alphabétique, mis en œuvre conformément au paragraphe 4, alinéas 22 et 23;

3° le critère de la date de naissance, mis en œuvre conformément au paragraphe 4, alinéas 24 et 25;

- 6. L'avis de la Commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné ou l'avis de l'instance concernée dans l'enseignement libre subventionné visé à l'alinéa précédent est recueilli :

1° dans l'enseignement officiel subventionné, conformément aux dispositions des articles 85 à 96 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

2° dans l'enseignement libre subventionné, conformément aux dispositions relatives aux conseils d'entreprise, ou, à défaut, au Comité pour la protection du travail, ou, à défaut dans les instances de concertation locales, ou, à défaut auprès des délégations syndicales.

- 7. Le classement des demandes d'inscription qui résulte de l'application des critères visés à l'alinéa 4 est établi sans préjudice de l'application des proportions visées au même alinéa.

- 8. Pour la fixation des proportions visées à l'alinéa 4, le pouvoir organisateur, après avoir pris l'avis du Conseil de participation visé à l'article 69, ainsi que, conformément à l'alinéa 6, l'avis de la Commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné ou l'avis de l'instance concernée dans l'enseignement libre subventionné, détermine d'une part, le pourcentage de places qui seront réservées aux élèves ayant introduit ou pour lesquels a été introduite une demande d'inscription et qui sont domiciliés dans la commune où se situe l'établissement d'enseignement secondaire et, d'autre part, le pourcentage de places qui seront réservées aux élèves ayant introduit ou pour lesquels a été introduite une demande d'inscription et qui ont fréquenté, lors de l'année scolaire précédente, un établissement ou une implantation d'enseignement fondamental ou primaire moins favorisé.

- 9. La proportion bénéficiant aux élèves domiciliés dans la même commune est définie en fonction d'un pourcentage de référence, représentatif du nombre d'élèves domiciliés dans la commune où se situe l'établissement d'enseignement secondaire et qui y sont régulièrement inscrits en première année du premier degré de l'enseignement secondaire au 1^{er} octobre de l'année en cours. Ce quota s'inscrit dans une fourchette de pourcentages dont le minimum n'est pas inférieur de plus de 5 % au pourcentage de référence et dont le maximum n'est pas supérieur de plus de 5 % au pourcentage de référence. Sauf dérogation accordée par le Gouvernement sur demande motivée du pouvoir organisateur, l'utilisation répétée de cette fourchette de moins 5 % à plus 5 % ne peut permettre de s'écarter de plus de 10 % du pourcentage constaté au 1^{er} octobre 2008. La motivation est notamment fondée sur l'évolution démographique dans et hors de la commune.

- 10. La proportion bénéficiant aux élèves provenant d'une école ou d'une implantation d'enseignement fondamental ou primaire moins favorisée ne peut être inférieure :

1° pour l'année scolaire 2009-2010, à 15 % de l'ensemble des places disponibles en première année du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire;

2° pour les années scolaires 2010-2011 et suivantes, à 20 % de l'ensemble des places disponibles en première année du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire.

- 11. Le Gouvernement ou son délégué établit et communique à tous les pouvoirs organisateurs, au plus tard le 1^{er} octobre, la liste des écoles et des implantations d'enseignement fondamental ou primaire moins favorisées dont les élèves bénéficient, le cas échéant, de l'application de la proportion visée à l'alinéa précédent.

- 12. La liste visée à l'alinéa précédent reprend uniquement les implantations de l'enseignement fondamental ou primaire qui, dans le classement des implantations de l'enseignement fondamental ou primaire dressé par l'Administration en application de l'article 4, § 2, alinéa 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, sont les moins favorisées et qui ensemble scolarisent 40 % des élèves.

- 13. Les services du Gouvernement assurent le contrôle du respect, par les chefs d'établissement, du présent décret, notamment lors des phases de classement visées au paragraphe 4, alinéas 15 et 18 et lors de l'application du paragraphe 4, alinéa 19. »

Art. 5. L'article 88, § 4, du même décret, est remplacé par un § 4 nouveau, rédigé comme suit :

- 1. « § 4. Chaque année, les demandes d'inscription relatives au premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire sont introduites et traitées selon le mode décrit dans les alinéas qui suivent.

- 2. Toute demande d'inscription relative au premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire est actée dans un registre. Y sont mentionnés le nom de l'élève, sa date de naissance, son domicile, la date de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription.

- 3. La demande d'inscription est introduite auprès de l'établissement scolaire par l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, par ses parents ou par la personne investie de l'autorité parentale. En cas d'empêchement, l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peut, par écrit, mandater une tierce personne pour introduire la demande d'inscription auprès de l'établissement scolaire en son nom pour autant que la personne mandatée ne soit pas membre du personnel de l'établissement scolaire concerné par l'inscription. Le cas échéant, cette procuration peut concerner simultanément plusieurs élèves si ceux-ci sont frère(s), soeur(s) ou résident sous le même toit. Dans le courant d'une même année scolaire, une même personne ne peut être mandatée qu'une seule fois pour introduire une demande d'inscription auprès d'un établissement scolaire.

- 4. Lors de l'introduction de la demande d'inscription, l'élève ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, indiquent s'ils ont introduit ou comptent introduire une demande d'inscription dans un ou plusieurs autres établissements qu'ils désignent.

- 5. Dès le premier jour ouvrable du mois d'octobre, le pouvoir organisateur ou son délégué remet à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale qui en font la demande, les documents visés à l'article 76, alinéa 1^{er}. La souscription aux projets éducatif, pédagogique et d'établissement, au règlement des études et au règlement d'ordre intérieur, telle que visée à l'article 76 fait l'objet d'un entretien, avec le chef d'établissement ou son délégué, qui peut, le cas échéant, être organisé à un autre moment qu'à l'introduction de la demande d'inscription.

- 6. Du premier jour ouvrable du mois de novembre au dernier jour ouvrable précédant le 15 novembre précédant l'année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée, le pouvoir organisateur ou son délégué ouvre une première phase d'inscription, pendant laquelle sont actées uniquement les demandes d'inscription relatives aux élèves :

1° dont un frère ou une sœur ou tout autre mineur résidant sous le même toit fréquente déjà l'établissement;

2° dont au moins l'un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement;

3° qui fréquentent un internat relevant du même pouvoir organisateur que l'établissement ou avec lequel celui-ci entretient une collaboration;

4° qui bénéficient d'un apprentissage en immersion en 6^e primaire au sein d'un établissement d'enseignement fondamental ou primaire organisant l'apprentissage en immersion, et qui souhaitent poursuivre l'apprentissage en immersion au 1^{er} degré de l'enseignement secondaire ou, pour les élèves mineurs, dont les parents ou la personne investie de l'autorité parentale souhaitent qu'ils puissent poursuivre l'apprentissage en immersion au 1^{er} degré de l'enseignement secondaire;

5° qui sont issus :

a) d'un home ou d'une famille d'accueil, pour autant qu'ils y aient été placés par le juge ou le conseiller d'aide à la jeunesse;

b) d'un internat pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe;

c) d'un centre d'accueil organisé ou reconnu par l'Office de la naissance et de l'enfance;

6° qui ont des besoins spécifiques au sens de l'article 2, § 1^{er}, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et pour lesquels une intégration permanente est envisagée pour la première année du premier degré de l'enseignement secondaire en application du chapitre X du même décret;

7° qui, même sans avoir été régulièrement inscrits dans l'enseignement spécialisé organisé par le décret du 3 mars 2004, éprouvent, au moment d'introduire ou de voir introduire par leurs parents ou la personne investie de l'autorité parentale une demande d'inscription, des besoins spécifiques fondés sur un handicap avéré;

8° qui fréquentent, depuis le 30 septembre 2007 au plus tard, soit le seul établissement d'enseignement primaire ou fondamental adossé avec lequel l'établissement d'enseignement secondaire peut mais doit avoir conclu, aux conditions visées à l'alinéa 11, une convention d'adossement permettant une inscription directe au premier degré de l'enseignement secondaire, soit l'établissement d'enseignement primaire fondamental adossé avec lequel l'établissement d'enseignement secondaire peut mais doit avoir conclu, aux conditions visées à l'alinéa 12, une seconde convention d'adossement permettant une inscription directe au premier degré de l'enseignement secondaire. Par établissement d'enseignement fondamental ou primaire adossé, on entend exclusivement un établissement d'enseignement fondamental ou primaire qui remplit au moins trois des quatre conditions suivantes :

1° Avoir le même pouvoir organisateur que l'école secondaire;

2° Avoir un projet d'établissement commun, sauf pour les dispositions spécifiques au niveau d'enseignement concerné;

3° Se situer dans la même commune;

4° Avoir au moins 40 % des élèves de 6^e primaire qui, au cours des deux dernières années scolaires 2006-2007 et 2007-2008, se sont inscrits dans l'école secondaire concernée par la convention d'adossement.

- 7. Dans le cas mentionné à l'alinéa 6, 4°, la demande d'inscription est actée pour autant qu'elle concerne un élève issu du seul établissement d'enseignement primaire ou fondamental avec lequel l'établissement d'enseignement secondaire pratiquant l'apprentissage par immersion peut mais doit avoir conclu un accord de collaboration visant à assurer la continuité de l'apprentissage par immersion entre le deuxième cycle de la deuxième étape et la troisième étape du continuum pédagogique tel que visé à l'article 10 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique.

- 8. Dans le cas mentionné à l'alinéa 6, 5°, la demande d'inscription est actée pour autant qu'une copie de l'attestation visée à l'article 29, § 2, alinéa 3, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement soit remise au pouvoir organisateur ou à son délégué au plus tard le dernier jour ouvrable de la première phase visée à l'alinéa 6.

- 9. Dans le cas mentionné à l'alinéa 6, 6°, la demande d'inscription est actée pour autant que la proposition d'intégration visée à l'article 134 et à l'article 150 du même décret ait fait l'objet de l'acceptation visée à l'article 135 et à l'article 151 du même décret au plus tard le dernier jour ouvrable de la première phase visée à l'alinéa 6.

- 10. Dans le cas mentionné à l'alinéa 6, 7°, la demande d'inscription est actée pour autant qu'elle soit fondée sur un projet d'intégration accepté par le pouvoir organisateur ou son délégué, en concertation avec l'équipe éducative, et ce, au plus tard le dernier jour ouvrable de la première phase visée à l'alinéa 6. Pour l'application du présent alinéa, un projet d'intégration est un protocole reprenant :

1° l'accord du pouvoir organisateur ou de son délégué;

2° l'accord des parents, de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève lui-même s'il est majeur;

3° l'énumération des équipements spécifiques permettant à l'élève de poursuivre sa scolarité;

4° les partenaires éventuels chargés de l'accompagnement de l'élève et autorisés à intervenir dans l'établissement scolaire;

5° les éventuelles dispositions spécifiques établies entre l'école et les parents, la personne investie de l'autorité parentale ou l'élève lui-même s'il est majeur.

- 11. Dans le cas mentionné à l'alinéa 6, 8°, la demande d'inscription est actée pour autant que la seule convention d'adossement conclue avec l'établissement d'enseignement primaire ou fondamental adossé ait été transmise à l'Administration au plus tard le 30 septembre 2008.

- 12. Le Gouvernement reconnaît, au plus tard le 20 octobre 2008, une seconde convention d'adossement si et seulement si :

1° elle est conclue par l'établissement d'enseignement secondaire avec un autre établissement d'enseignement primaire ou fondamental adossé au sens de l'alinéa 6, 8°;

2° elle est transmise à l'Administration et au Gouvernement au plus tard le 30 septembre 2008;

3° au 15 janvier 2008, l'ensemble des élèves inscrits en première année du premier degré de l'enseignement secondaire de l'établissement et issus des deux écoles primaires ou fondamentales adossées, en ce compris les élèves visés à l'alinéa 6, occupaient au maximum 50 % des places disponibles.

- 13. S'il apparaît, pour toute année scolaire postérieure à celle lors de laquelle le Gouvernement reconnaît, le cas échéant, la seconde convention, qu'au 15 janvier l'ensemble des élèves inscrits en première année du premier degré de l'enseignement secondaire de l'établissement et issus des deux écoles primaires ou fondamentales adossées, en ce compris les élèves des écoles adossées qui relèvent également d'une autre catégorie d'élèves visés à l'alinéa 6, occupent plus de 50 % des places disponibles, la seconde convention devient définitivement caduque à compter de l'année scolaire qui suit celle du constat.

- 14. Si, à l'issue de la première phase d'inscription, il apparaît dans le registre que le total des demandes d'inscription actées pendant la première phase d'inscription est inférieur ou égal au nombre de places disponibles dont le chiffre doit être communiqué à l'Administration en application du paragraphe § 1^{er}, alinéa 4, l'ensemble des demandes d'inscription actées pendant cette première phase sont définitivement enregistrées, sans préjudice de l'application de l'alinéa 19 et du refus de ces inscriptions pour l'une des raisons visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2.

- 15. Si, à l'issue de la première phase d'inscription, il apparaît dans le registre que le total des demandes d'inscription actées pendant cette première phase est à lui seul supérieur au nombre de places disponibles dont le chiffre doit être communiqué à l'Administration en application du paragraphe § 1^{er}, alinéa 4, le chef d'établissement, sans préjudice de l'application de l'alinéa 19, ouvre une phase de classement, pendant laquelle, aux fins d'attribuer les places disponibles, il classe les demandes d'inscription actées pendant la première phase d'inscription sur la base des proportions et du critère fixés et communiqués conformément au paragraphe § 1^{er}, alinéas 4 et suivants, dans les conditions et de la manière prévues, selon le cas, aux alinéas 20 et 21, 22 et 23, 24 et 25.

- 16. Du premier jour ouvrable qui suit le 15 novembre au premier jour ouvrable qui précède le 29 novembre précédant l'année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée, le pouvoir organisateur ou son délégué ouvre une deuxième phase d'inscription, pendant laquelle sont actées uniquement les demandes d'inscription relatives à des élèves non visés à l'alinéa 6, et également des élèves visés à l'alinéa 6 pour lesquels l'élève, s'il est majeur ou, pour l'élève s'il est mineur, les parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, n'ont pas sollicité, alors qu'ils étaient dans les conditions pour le faire, une demande d'inscription durant la première phase. Lors de l'introduction de la demande d'inscription, l'élève s'il est majeur ou, s'il est mineur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, indiquent s'ils ont introduit ou comptent introduire une demande d'inscription dans un ou plusieurs autres établissements d'enseignement secondaire qu'ils désignent.

- 17. Si, à l'issue de la deuxième phase visée à l'alinéa précédent, il apparaît dans le registre que le total des demandes d'inscription actées pendant les première et deuxième phases d'inscription est inférieur ou égal au nombre de places disponibles dont le chiffre doit être communiqué à l'Administration en application du paragraphe § 1^{er}, alinéa 4, l'ensemble des demandes d'inscription actées pendant la deuxième phase d'inscription sont elles aussi définitivement enregistrées, sans préjudice de l'application de l'alinéa 19 et du refus de ces inscriptions pour l'une des raisons visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2. Les places encore disponibles à l'issue de la deuxième phase d'inscription sont, le cas échéant, attribuées dans l'ordre chronologique des demandes d'inscription introduites postérieurement à celle-ci.

18. Si, à l'issue de la deuxième phase, il apparaît dans le registre que le total des demandes d'inscription actées pendant les première et deuxième phases est supérieur au nombre de places disponibles dont le chiffre doit être communiqué à l'Administration en application du paragraphe § 1^{er}, alinéa 4, l'ensemble des demandes d'inscription actées pendant la première phase d'inscription sont définitivement enregistrées conformément à l'alinéa 14, sans préjudice de l'application de l'alinéa 19 et du refus de ces inscriptions pour l'une des raisons visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2. Sans préjudice de l'application de l'alinéa 19, le pouvoir organisateur ou son délégué ouvre alors une phase de classement, pendant laquelle, aux fins d'attribuer les places encore disponibles, il classe les demandes d'inscription actées pendant la deuxième phase d'inscription sur la base des proportions et du critère fixés et communiqués conformément au paragraphe § 1^{er}, alinéas 4 et suivants, dans les conditions et de la manière prévues, selon le cas, aux alinéas 20 et 21, 22 et 23, 24 et 25. Toutefois, lors de ce classement, l'ensemble des demandes d'inscription actées pendant la première phase d'inscription et définitivement enregistrées pour cette raison entrent néanmoins en ligne de compte pour l'application des proportions fixées et communiquées conformément au paragraphe § 1^{er}, alinéas 4 et suivants.

- 19. Si, à l'issue de la deuxième phase d'inscription, il apparaît dans le registre que le total des demandes d'inscription pour un enseignement en immersion, actées pendant les première et deuxième phases d'inscription excède le nombre de places disponibles au sein de classes en immersion de l'établissement, limitées en application de l'article 6, § 2, du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, le pouvoir organisateur ou son délégué attribue lesdites places en appliquant, d'abord aux élèves visés à l'alinéa 6, 4^o et ensuite, le cas échéant, aux autres élèves ayant introduit ou pour lesquels a été introduite une demande d'inscription pour un enseignement en immersion, les proportions et critères fixés et communiqués conformément au paragraphe § 1^{er}, alinéas 4 et suivants dans les conditions et de la manière prévues, selon le cas, aux alinéas 20 et 21, 22 et 23, 24 et 25.

- 20. S'il ouvre une phase de classement en application des alinéas 15 et 18, ainsi que pour l'application de l'alinéa 19, le pouvoir organisateur ou son délégué qui, en application du § 1^{er}, alinéas 4 et suivants, a fixé et communiqué le critère de la répartition équilibrée des enfants par classe d'âge visé au § 1^{er}, alinéa 5, 1^o:

1^o avise immédiatement les Services du Gouvernement du fait qu'une phase de classement est ouverte;

2^o détermine comme suit, en présence d'un agent des Services du Gouvernement que le Gouvernement désigne, la combinaison chiffrée, appelée « date pivot » au départ de laquelle les demandes d'inscription seront classées de la manière prévue à l'alinéa 21 :

- tout d'abord, parmi les chiffres 1 à 12, il tire au sort celui qui, dans la date pivot, correspondra au mois de l'année;

- ensuite, en fonction du mois tiré au sort, il tire au sort, soit parmi les chiffres 1 à 30, correspondant aux jours possibles aux mois d'avril, juin, septembre et novembre, soit parmi les chiffres 1 à 31, correspondant aux jours possibles aux mois de janvier, mars, mai, juillet, août, octobre et décembre, soit parmi les chiffres 1 à 29, correspondant aux jours possibles au mois de février, celui qui, dans la date pivot, correspondra au jour du mois;

3^o signe le procès-verbal du tirage au sort dressé séance tenante par l'agent visé au 2^o.

- 21. Lorsque, en application de l'alinéa précédent, la date pivot est connue, le pouvoir organisateur ou son délégué examine de la manière suivante les demandes d'inscription à classer en application des alinéas 15, 18 et 19 et actées dans le registre :

1^o il les répartit, dans un premier temps, en deux ensembles distincts selon que l'élève concerné est ou n'est pas domicilié dans la même commune que l'établissement;

2° au sein de chaque ensemble ainsi formé, il classe, dans un deuxième temps, au départ de la date pivot tirée au sort en application de l'alinéa 20 les demandes d'inscription en sélectionnant successivement les élèves nés dans chacun des douze mois de l'année à partir de la date pivot, reportée de mois en mois, et dresse pour chaque ensemble une liste d'attente provisoire sur la base de la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 9;

3° si, en fonction de leur jour et de leur mois de naissance, deux ou plusieurs élèves se retrouvent ex æquo, le pouvoir organisateur ou son délégué classe les demandes d'inscription concernées en fonction d'un tirage au sort pur et simple et en avise immédiatement l'agent visé à l'alinéa 20, 2°;

4° si, à l'issue du classement opéré conformément aux 1° à 5°, la proportion d'élèves issus de la même commune, ou si celle d'élèves non issus de la commune, n'est pas atteinte, le chef d'établissement complète les places disponibles par adjonction, dans l'ordre de leur classement en liste d'attente provisoire, de demandes d'inscription relatives à des élèves de l'autre ensemble;

5° il vérifie ensuite si, en l'état de l'application de la proportion d'élèves issus de la même commune, visée au § 1^{er}, alinéa 9, et corollairement d'élèves non issus de la même commune, la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10 est atteinte. Dans la négative, il permute alternativement, au sein de chaque ensemble, par ailleurs dans le respect du classement qui en résulte, les demandes d'inscription d'élèves provisoirement en liste d'attente et issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée avec celles d'élèves provisoirement classés en ordre utile et qui ne sont pas issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée, jusqu'à ce que la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10 soit atteinte. Au besoin, et subsidiairement, si le nombre des demandes d'inscription relatives à des élèves issus d'une école moins favorisée est épuisé dans une des deux listes provisoires d'attente, l'autre liste provisoire d'attente est exploitée pour combler la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10. Si la proportion ne peut être atteinte par défaut d'élèves remplissant cette condition, la proportion est réputée atteinte.

- 22. S'il ouvre une phase de classement en application des alinéas 15 et 18, ainsi que pour l'application de l'alinéa 19, le pouvoir organisateur ou son délégué qui, en application du § 1^{er}, alinéas 4 et suivants, a fixé et communiqué le critère alphabétique visé au § 1^{er}, alinéa 5, 2° :

1° avise immédiatement les Services du Gouvernement du fait qu'une phase de classement est ouverte;

2° tire au sort, obligatoirement en présence d'un agent des Services du Gouvernement que le Gouvernement désigne, parmi les 26 lettres de l'alphabet, d'abord la première lettre et ensuite la seconde lettre au départ desquelles les demandes d'inscription seront classées de la manière prévue à l'alinéa 23;

3° signe le procès-verbal du tirage au sort dressé séance tenante par l'agent visé au 2°.

- 23. Lorsque, en application de l'alinéa précédent, les deux lettres de l'alphabet déterminant l'ordre du classement sont connues, le pouvoir organisateur ou son délégué examine de la manière suivante les demandes d'inscription à classer en application des alinéas 15, 18 et 19 et actées dans le registre :

1° il les répartit, dans un premier temps, en deux ensembles distincts selon que l'élève concerné est ou n'est pas domicilié dans la même commune que l'établissement;

2° au sein de chaque ensemble ainsi formé, il classe, dans un deuxième temps, au départ de la première lettre tirée au sort en application de l'alinéa 22, les demandes d'inscription dans l'ordre alphabétique des noms de famille des élèves visés par les dites demandes et dresse pour chaque ensemble une liste d'attente provisoire sur la base de la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 9;

3° dans un troisième temps, dans l'ordre du classement auquel il vient de parvenir en application du 2°, le pouvoir organisateur ou son délégué qui constate que plusieurs noms de famille commencent par la même première lettre les classe alors dans l'ordre alphabétique de leur deuxième lettre et ce, au départ de la seconde lettre tirée au sort en application de l'alinéa 22, puis, subsidiairement, dans l'ordre alphabétique ordinaire de leurs autres lettres;

4° si une identité exacte de noms de famille apparaît, le pouvoir organisateur ou son délégué classe les demandes d'inscription concernées en fonction d'un tirage au sort pur et simple et en avise immédiatement l'agent visé à l'alinéa 22, 2°;

5° pour l'ordre alphabétique visé au 2° et au 3°, le chef d'établissement prend en considération les noms de famille dans leur intégralité, particules y compris, la première lettre de la première particule étant considérée comme la première lettre du nom de famille;

6° si, à l'issue du classement opéré conformément aux 1° à 5°, la proportion d'élèves issus de la même commune, ou si celle d'élèves non issus de la commune, n'est pas atteinte, le pouvoir organisateur ou son délégué complète les places disponibles par adjonction, dans l'ordre de leur classement en liste d'attente provisoire, de demandes d'inscription relatives à des élèves de l'autre ensemble;

7° il vérifie ensuite si, en l'état de l'application de la proportion d'élèves issus de la même commune, visée au § 1^{er}, alinéa 9, et corollairement d'élèves non issus de la même commune, la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10 est atteinte. Dans la négative, il permute alternativement, au sein de chaque ensemble, par ailleurs dans le respect du classement qui en résulte, les demandes d'inscription d'élèves provisoirement en liste d'attente et issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée avec celles d'élèves provisoirement classés en ordre utile et qui ne sont pas issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée, jusqu'à ce que la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10 soit atteinte. Au besoin, et subsidiairement, si le nombre des demandes d'inscription relatives à des élèves issus d'une école moins favorisée est épuisé dans une des deux listes provisoires d'attente, l'autre liste provisoire d'attente est exploitée pour combler la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10. Si la proportion ne peut être atteinte par défaut d'élèves remplissant cette condition, la proportion est réputée atteinte.

- 24. S'il ouvre une phase de classement en application des alinéas 15 et 18, ainsi que pour l'application de l'alinéa 19, le pouvoir organisateur ou son délégué qui, en application du § 1^{er}, alinéas 4 et suivants, a fixé et communiqué le critère chronologique visé au § 1^{er}, alinéa 5, 3° :

1° avise immédiatement les Services du Gouvernement du fait qu'une phase de classement est ouverte;

2° détermine comme suit, en présence d'un agent des Services du Gouvernement que le Gouvernement désigne, la combinaison chiffrée, appelée « date pivot » au départ de laquelle les demandes d'inscription seront classées de la manière prévue à l'alinéa 25 :

- tout d'abord, parmi les chiffres 1 à 12, il tire au sort celui qui, dans la date pivot, correspondra au mois de l'année;

- ensuite, en fonction du mois tiré au sort, il tire au sort, soit parmi les chiffres 1 à 30, correspondant aux jours possibles aux mois d'avril, juin, septembre et novembre, soit parmi les chiffres 1 à 31, correspondant aux jours possibles aux mois de janvier, mars, mai, juillet, août, octobre et décembre, soit parmi les chiffres 1 à 29, correspondant aux jours possibles au mois de février, celui qui, dans la date pivot, correspondra au jour du mois;

3° signe le procès-verbal du tirage au sort dressé séance tenante par l'agent visé au 2°.

- 25. Lorsque, en application de l'alinéa précédent, la date pivot est connue, le pouvoir organisateur ou son délégué examine de la manière suivante les demandes d'inscription à classer en application des alinéas 15, 18 et 19 et actées dans le registre :

1° il les répartit, dans un premier temps, en deux ensembles distincts selon que l'élève concerné est ou n'est pas domicilié dans la même commune que l'établissement;

2° au sein de chaque ensemble ainsi formé, il classe, dans un deuxième temps, au départ de la date pivot tirée au sort en application de l'alinéa 24 les demandes d'inscription, en sélectionnant successivement les élèves dans l'ordre chronologique du jour et du mois de leur naissance, et dresse pour chaque ensemble une liste d'attente provisoire sur la base de la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 9;

3° si, en fonction de leur jour et de leur mois de naissance, deux ou plusieurs élèves se retrouvent ex aequo, le pouvoir organisateur ou son délégué classe les demandes d'inscription concernées en fonction d'un tirage au sort pur et simple et en avise immédiatement l'agent visé à l'alinéa 24, 2^o;

4° si, à l'issue du classement opéré conformément aux 1° à 3°, la proportion d'élèves issus de la même commune, ou si celle d'élèves non issus de la commune, n'est pas atteinte, le pouvoir organisateur ou son délégué complète les places disponibles par adjonction, dans l'ordre de leur classement en liste d'attente provisoire, de demandes d'inscription relatives à des élèves de l'autre ensemble;

5° il vérifie ensuite si, en l'état de l'application de la proportion d'élèves issus de la même commune, visée au § 1^{er}, alinéa 9, et corollairement d'élèves non issus de la même commune, la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10 est atteinte. Dans la négative, il permute alternativement, au sein de chaque ensemble, par ailleurs dans le respect du classement qui en résulte, les demandes d'inscription d'élèves provisoirement en liste d'attente et issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée avec celles d'élèves provisoirement classés en ordre utile et qui ne sont pas issus d'une école ou d'une implantation moins favorisée, jusqu'à ce que la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10, soit atteinte. Au besoin, et subsidiairement, si le nombre des demandes d'inscription relatives à des élèves issus d'une école moins favorisée est épuisé dans une des deux listes provisoires d'attente, l'autre liste provisoire d'attente est exploitée pour combler la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 10. Si la proportion ne peut être atteinte par défaut d'élèves remplissant cette condition, la proportion est réputée atteinte.

- 26. Toute phase de classement ouverte en application des alinéas 15 et 18 est clôturée au plus tard le premier jour ouvrable qui précède le 15 décembre précédant l'année scolaire pour laquelle une inscription est envisagée.

- 27. A l'issue de chaque phase de classement visée au présent paragraphe, ou dans les hypothèses visées aux alinéas 14 et 17, le pouvoir organisateur ou son délégué informe l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale de l'inscription de l'intéressé ou du fait que son inscription est refusée pour le motif visé au § 1^{er}, alinéa 3 et en application du présent paragraphe. Dans ce dernier cas, le chef d'établissement communique également la position que l'élève occupe dans sa liste d'attente.

- 28. Lorsque le refus d'inscription est fondé sur le motif énoncé au § 1^{er}, alinéa 3, dès qu'une place est disponible au sein de l'établissement, elle est proposée dans l'ordre de la liste d'attente visée à l'alinéa précédent et dans le respect des proportions définies par l'établissement en application du paragraphe 1^{er}, alinéas 4 et suivants. Lorsque la liste d'attente est épuisée, les places éventuellement libérées sont attribuées dans l'ordre chronologique des demandes d'inscription introduites postérieurement à la deuxième phase d'inscription.

- 29. Lors d'une demande d'inscription survenant en application du présent paragraphe, le pouvoir organisateur ou son délégué remet à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, une attestation de demande d'inscription contenant au moins les éléments suivants :

1° L'identification et les coordonnées de l'établissement scolaire, de son pouvoir organisateur;

2° L'identification et les coordonnées de l'élève et, le cas échéant de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale;

3° Le nombre de places totales disponibles en première année de l'enseignement secondaire dans l'établissement scolaire;

4° Le cas échéant, le nombre de places attribuées à l'issue de la première phase;

5° La date à laquelle est formulée la demande d'inscription et où est remise l'attestation, la signature du pouvoir organisateur ou de son délégué et la signature de l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale;

6° les proportions et le critère qui, le cas échéant, permettront au chef d'établissement de classer les demandes d'inscriptions. Ceux-ci sont acceptés par l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, par les parents ou la personne investie de l'autorité parentale.

- 30. A l'issue de chaque phase de classement visée au présent paragraphe, ou dans les hypothèses visées aux alinéas 14 et 17, le pouvoir organisateur ou son délégué remet à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale une attestation d'inscription ou de refus d'inscription succédant à l'attestation de demande d'inscription reçue à l'issue de la première ou de la deuxième phase, et contenant notamment les éléments suivants :

1° L'identification et les coordonnées de l'établissement scolaire, de son pouvoir organisateur;

2° L'identification et les coordonnées de l'élève et, le cas échéant de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale;

3° Le nombre de places totales disponibles en première année de l'enseignement secondaire dans l'établissement scolaire;

4° Le nombre de places attribuées à l'issue de la première phase;

5° Le fait que l'inscription est soit acceptée soit refusée pour le motif visé au § 1^{er}, alinéa 3 et, le cas échéant, la position que l'élève occupe sur la liste d'attente et l'indication des services de l'Administration où l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent obtenir une assistance en vue d'inscrire l'élève dans un établissement d'enseignement de la Communauté française ou dans une institution assurant le respect de l'obligation scolaire;

6° La date à laquelle l'attestation d'inscription est signifiée et remise, la signature du pouvoir organisateur ou de son délégué et la signature de l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale.

- 31. Lorsque l'inscription est refusée pour le motif visé au § 1^{er}, alinéa 3 et que l'élève occupe une place sur la liste d'attente, le pouvoir organisateur ou son délégué transmet immédiatement copie de l'attestation à l'organe de représentation et de coordination ou à la commission décentralisée qui en informe l'Administration. Dans le cas où le pouvoir organisateur n'a pas adhéré à un organe de représentation et de coordination, l'attestation est transmise à l'Administration.

- 32. Pour l'application du présent paragraphe, il faut entendre par jour ouvrable, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés et des vacances scolaires. »

Art. 6. A l'article 69, § 1^{er}, du même décret, modifié par le décret du 12 juillet 2001 et le décret du 20 juillet 2006, l'alinéa 1^{er} est complété par un 9^o rédigé comme suit :

« 9^o de remettre un avis sur le critère et les proportions communiquées et fixées, selon le cas, par le chef d'établissement en application de l'article 80, § 1^{er}, alinéas 5 et suivants, ou par le pouvoir organisateur en application de l'article 88, § 1^{er}, alinéas 4 et suivants. »

Art. 7. La Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française est chargée d'observer le processus d'inscription résultant de l'application des articles 80 et 88 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, en ce compris avant leur modification par le présent décret.

Dans l'exercice de cette mission d'observation, la Commission de pilotage mobilise les moyens logistiques dont elle dispose en vertu de l'article 4 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française et procède à toutes les auditions utiles, dont celles de chefs d'établissement de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, de pouvoirs organisateurs de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, de représentants d'organismes ou d'associations dont l'action porte sur la défense des droits fondamentaux ou sur le droit de l'enseignement.

Sur la base de ces observations, la Commission visée à l'alinéa précédent rédige tous les deux ans un rapport à l'intention du Gouvernement, dont le premier est toutefois établi au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent décret. Ce rapport évalue si l'objectif de mixité poursuivi par le présent décret est atteint et contient les propositions qui, le cas échéant, permettraient de mieux atteindre l'objectif précité.

Art. 8. A l'article 6, § 1^{er}, du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, la première phrase commençant par les mots « L'inscription dans l'apprentissage par immersion » est remplacée par la phrase suivante :

« Sans préjudice de l'application du paragraphe 2, alinéa 2, l'inscription dans l'apprentissage par immersion ne peut être soumise à aucune sélection préalable. »

Art. 9. A l'article 6, § 2, du même décret, les deux derniers alinéas sont abrogés.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} août 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 juillet 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente
et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président
et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

Session 2007-2008

Documents du Conseil. Projet de décret, n° 552-1. – Avis du Conseil d'Etat, n° 552-2

Amendements en commission, n° 552-3. – Avis du Conseil d'Etat, n° 552-4

Rapport, n° 552-5

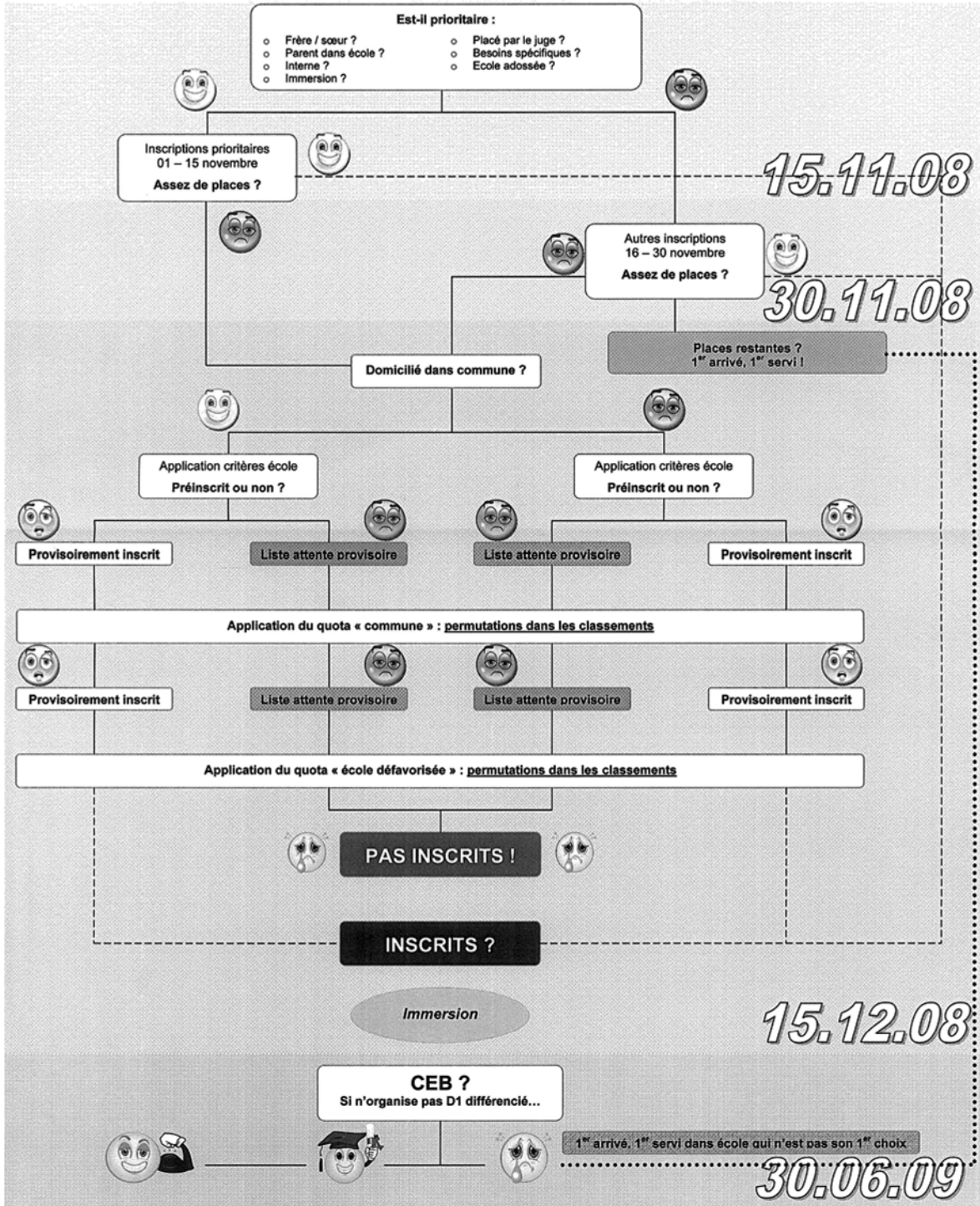
Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 17 juillet 2008.

ANNEXE 1^{re}



Groupe Parlementaire Communauté Française Wallonie-Bruxelles
www.mr-pcf.be

Le petit Didier rentre en première année...



ANNEXE 2

Liste des écoles ayant déclaré qu'elles étaient complètes en 1^{ère} année secondaire (1A) pour la rentrée scolaire prochaine.

	Nom de l'établissement	Adresse	CP	Ville
1	Centre scolaire Saint-Michel ASBL	boulevard Saint-Michel 24	1040	BRUXELLES
2	Athénée Royal Paul Delvaux	avenue des Villas 15	1340	OTTIGNIES L-L-N
3	Collège Notre-Dame de la Paix	place Notre-Dame de la Paix 5	5101	ERPENT
4	Institut Saint-Jean-Baptiste	rue de Bruxelles 45	1300	WAVRE
5	Lycée Saint-Benoît Saint-Servais	rue Lambert-le-Bègue 11	4000	LIEGE
6	Institut Saint-André	chaussée de Tournai 57	7520	TOURNAI (RAMEGNIES-CHIN)
7	Institut Sainte-Ursule	avenue des Armures 39	1190	BRUXELLES
8	Centre scolaire du Sacré-Cœur de Lindthout ASBL	avenue des Deux Tilleuls 2	1200	BRUXELLES
9	Ecole Decroly -L'Ermitage	drève des Gendarmes 45	1180	BRUXELLES (UCCLE)
10	Collège Saint-Pierre	avenue Coghén 213	1180	BRUXELLES
11	Athénée communal Fernand Blum	avenue Ernest Renan 12	1030	SCHAERBEEK
13	Lycée Maria Assumpta	avenue Wannecouter 76	1020	BRUXELLES
14	Lycée Emile Max	chaussée de Haecht 235	1030	BRUXELLES
15	Athénée communal des Pagodes	rue de Beyseghem 141	1120	BRUXELLES
16	Athénée royal de Koekelberg	rue Omer Lepreux 15	1081	BRUXELLES

ANNEXE 3

200 places en 1^{re} C

60 prioritaires dont 15 de la commune (C) et 45 pas commune (NC) et dont 3 ISE faible (I) et 57 ISE non faible (NI)

L'école retient comme proportion 15 % (I), soit 30 (I) et 170 (NI) et 25 % (C) soit 50 (C) et 150 (PC). Il reste donc 35 (C) et 105 (NC) à chercher dans tt venant et à atteindre 27 (I) au moins si du moins ils sont là. Entre le 15 novembre et le 30 novembre, 210 candidats se présentent pour les 140 places encore disponibles

S'il n'y avait que le critère qui intervenait, on aurait le classement ci-dessous

6 permutations ISE

Comptage C NC et critère

	Clas/critère					
	1CI		1CI	2		1CI
	2		3C	4		3C
	3C		7C	5I		7C
	4		10CI	6		10CI
	5I		14C	8		14C
	6		17C	9		17C
	7C		18C	11		18C
	8		21CI	12		21CI
	9		25C	13		25C
	10CI		27C	15I		27C
	11		31C	16		31C
	12		34CI	19		34CI
	13		38C	20		38C
	14C		40C	22		40C
	15I		44C	23		44C
	16		47C	24		47C
	17C		48CI	26		48CI
	18C		52C	28I		52C
	19		55C	29		55C
	20		58C	30		58C
	21CI		63CI	32		63CI
	22		65C	33		65C

	Clas/critère						
	23		67C	35		67C	35
	24		71C	36		71C	36
	25C		74C	37		74C	37
	26		77C	39		77C	39
	27C		78C	41		78C	41
	28I		83CI	42I		83CI	42I
	29		86C	43		86C	43
	30		90C	45		92CI	45
	31C		92CI	46		94CI	46
	32		94CI	49		104CI -P1	49
	33		95C	50		147CI -P3	50
	34CI		100C	51		156CI -P5	51
	35		102C	53		210CI -P6	53
	36		104CI	54		90C -P6	54
	37		108C	56		95C -P5	56
	38C		110C	57		100C -P3	57
	39		113C	59		102C -P1	59
	40C		117C	60		108C	60
	41		122C	61		110C	61
	42I		124C	62		113C	62
	43		128C	64		117C	64
	44C		129C	66		122C	66
	45		130C	68		124C	68
	46		134C	69		128C	69
	47C		138C	70		129C	70
	48CI		139C	72		130C	72
	49		143C	73I		134C	73I
	50		144C	75		138C	75
	51		147CI	76		139C	76
	52C		148C	79		143C	79
	53		152C	80		144C	80
	54		154C	81		148C	81
	55C		156CI	82		152C	82
	56		158C	84		154C	84
	57		161C	85		158C	85
	58C		162C	87I		161C	87I
	59		166C	88		162C	88
	60		167C	89		166C	89
	61		169C	91		167C	91
	62		170C	93		169C	93
	63CI		173C	96		170C	96
	64		175C	97		173C	97
	65C		177C	98I		175C	98I
	66		180C	99		177C	99
	67C		183C	101		180C	101

	Clas/critère						
	68		184C	103		183C	103
	69		186C	105		184C	105
	70		189C	106		186C	106
	71C		191C	107		189C	107
	72		193C	109		191C	109
	73I		194C	111		193C	111
	74C		196C	112I		194C	112I
	75		197C	114		196C	114
	76		199C	115		197C	115
	77C		202C	116		199C	116
	78C		205C	118		202C	118
	79		208C	119		205C	119
	80		210CI	120		208C	120
	81			121I			121I
	82			123			123
	83CI			125			125
	84			126			126
	85			127			127
	86C			131			131
	87I			132			132
	88			133			133
	89			135			135
	90C			136			136
	91			137I	27 - 19 = 8 I à perm		137I
	92CI			140			140
	93			141			141
	94CI			142			142
	95C			145			145
	96			146			146
	97			149			149
	98I			150			150
	99			151			151
	100C			153			153
	101			155			155
	102C			157			157
	103			159			159
	104CI			160			190I -P2
	105			163			209I -P4
	106			164			160 -P4
	107			165			163 -P2
	108C			168			164
	109			171			165
	110C			172			168
	111			174			171
	112I			176			172

	Clas/critère						
	113C			178			174
	114			179			176
	115			181			178
	116			182			179
	117C			185			181
	118			187			182
	119			188			185
	120			190I			187
	121I			192			188
	122C			195			192
	123			198			195
	124C			200			198
	125			201			200
	126			203			201
	127			204			203
	128C			206			204
	129C			207			206
	130C			209I			207
	131			Surligné = ordre utile provisoire			
	132						
	133						
	134C						
	135						
	136						
	137						
	138C						
	139C						
	140	Si seul critère aléatoire ou autre					
	141						
	142						
	143C						
	144C						
	145						
	146						
	147CI						
	148C						
	149						
	150						
	151						
	152C						
	153						
	154C						
	155						
	156CI						
	157						
	158C						
	159						
	160						
	161C						
	162C						
	163						

	Clas/critère						
	164						
	165						
	166C						
	167C						
	168						
	169C						
	170C						
	171						
	172						
	173C						
	174						
	175C						
	176						
	177C						
	178						
	179						
	180C						
	181						
	182						
	183C						
	184C						
	185						
	186C						
	187						
	188						
	189C						
	190I						
	191C						
	192						
	193C						
	194C						
	195						
	196C						
	197C						
	198						
	199C						
	200						
	201						
	202C						
	203						
	204						
	205C						
	206						
	207						
	208C						
	209I						
	210CI						

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 2816

[C — 2008/29400]

18 JULI 2008. — Decreet tot regeling van de inschrijvingen van de leerlingen in de eerste graad van het secundair onderwijs en tot bevordering van de sociale gemengdheid binnen de schoolinrichtingen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet kan "decreet sociale gemengdheid" worden genoemd.

Art. 2. In artikel 80, paragraaf 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 5 juli 2000, 19 juli 2001, 28 januari 2004, 8 maart 2007 en 19 oktober 2007, worden de volgende leden na het vierde lid toegevoegd :

"-5. Wat er ook van zij, het hoofd van iedere inrichting waarin de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs wordt georganiseerd, deelt elk jaar aan de administratie, bij aangetekend schrijven uiterlijk op 20 oktober de volgende gegevens mee :

1° het beperkt aantal leerlingen die de inrichting, gelet op de beschikbare lokalen, gedurende het volgende schooljaar in het eerste jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs zal kunnen ontvangen;

2° de verhoudingen en het criterium die het inrichtingshoofd de mogelijkheid zullen verschaffen om, met het oog op het volgende schooljaar, en onder de voorwaarden bedoeld in paragraaf 4, 15e, 18e en 19e leden, de aanvragen om inschrijving bedoeld in paragraaf 4, 6e en 16e leden te rangschikken. Het deelt eveneens die verhoudingen en dat criterium aan iedere betrokken persoon mee en maakt die bekend via de aanplakborden binnen de schoolinrichting.

-6. na het advies van de in artikel 69 bedoelde participatieraad en van het basisoverlegcomité, en met inachtneming van de artikelen 6, 10 en 11 van dit decreet, bepaalt het inrichtingshoofd het criterium bedoeld in het 5e lid. Dat criterium wordt alleen gekozen uit de volgende criteria :

1° het criterium van de evenwichtige verdeling van de kinderen per leeftijdsklasse, toegepast overeenkomstig paragraaf 4, 20e en 21e leden;

2° het criterium betreffende de alfabetische volgorde, toegepast overeenkomstig paragraaf 4, 22e en 23e leden;

3° het criterium betreffende de geboortedatum, toegepast overeenkomstig paragraaf 4, 24e en 25e leden;

- 7. Het advies van het in het vorige lid bedoelde basisoverlegcomité wordt ingewonnen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

- 8. De rangschikking van de aanvragen om inschrijving die voortvloeit uit de toepassing van de in het 5e lid bedoelde criteria wordt vastgelegd onverminderd de toepassing van de verhoudingen bedoeld in hetzelfde lid.

- 9. Voor de vastlegging van de in het 5e lid bedoelde verhoudingen, bepaalt het inrichtingshoofd, na het advies van de in artikel 69 bedoelde participatieraad te hebben ingewonnen, en na het advies van het basisoverlegcomité, overeenkomstig het 7e lid, te hebben ingewonnen, enerzijds, het percentage van de plaatsen die zullen worden voorbehouden voor de leerlingen die een aanvraag om inschrijving hebben ingediend of voor wie een aanvraag om inschrijving werd ingediend, en die hun woonplaats hebben in de gemeente waar de inrichting voor secundair onderwijs gevestigd is, en, anderzijds, het percentage van de plaatsen die zullen worden voorbehouden voor de leerlingen die een aanvraag om inschrijving hebben ingediend of voor wie een aanvraag om inschrijving werd ingediend, en die, gedurende het voorafgaande schooljaar, lessen hebben gevolgd in een kansarmere inrichting of vestiging voor basisonderwijs of lager onderwijs.

- 10. De verhouding ten voordele van de leerlingen die hun woonplaats in dezelfde gemeente hebben, wordt bepaald op grond van een referentiepercentage, dat het aantal leerlingen vertegenwoordigt die hun woonplaats hebben in de gemeente waar de inrichting voor secundair onderwijs gevestigd is en die daar regelmatig ingeschreven zijn in het eerste jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs op 1 oktober van het lopende jaar. Die verhouding ligt binnen twee percentagedrempels waarvan het minimum niet om meer dan 5 % lager is dan het referentiepercentage en waarvan het maximum niet om meer dan 5 % hoger is dan het referentiepercentage. Behoudens afwijking toegestaan door de Regering op een met redenen omklede aanvraag van het inrichtingshoofd, kan het herhaalde gebruik van de maximumdrempels van +5 % en minimumdrempels van -5 % niet tot gevolg hebben dat om meer dan 10 % wordt afgeweken van het op 1 oktober 2008 vastgestelde percentage. De motivering steunt onder meer op de demografische evolutie in en buiten de gemeente.

- 11. De verhouding ten voordele van de leerlingen die afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging voor basisonderwijs of lager onderwijs kan niet lager zijn dan : 1° voor het schooljaar 2009-2010, 15 % van het geheel van de beschikbare plaatsen in het eerste jaar van de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs; 2° voor de schooljaren 2010 - 2011 en volgende, 20 % van het geheel van de beschikbare plaatsen in het eerste jaar van de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs.

- 12. De Regering of haar afgevaardigde maakt de lijst op van de kansarmere scholen en vestigingen voor basisonderwijs of lager onderwijs waarvan de leerlingen, in voorkomend geval, de toepassing van de in het vorige lid bedoelde verhouding genieten, en deelt die uiterlijk op 1 oktober aan alle inrichtingshoofden mee.

- 13. De in het vorige lid bedoelde lijst vermeldt uitsluitend de vestigingen voor basisonderwijs of lager onderwijs die, in de rangschikking van de vestigingen voor basisonderwijs of lager onderwijs, door de administratie vastgelegd met toepassing van artikel 4, § 2, vierde lid, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, de kansarmste zijn en die samen 40 % van de leerlingen ontvangen.

- 14. De diensten van de Regering zorgen voor de controle op de naleving, door de inrichtingshoofden, van dit decreet, inzonderheid naar aanleiding van de rangschikkingsfasen bedoeld in paragraaf 4, 15e en 18e leden, en van de toepassing van paragraaf 4, 19de lid.”.

Art. 3. Artikel 80, § 4, van hetzelfde decreet wordt vervangen door een nieuwe § 4, luidend als volgt :

- 1. “§ 4. Elk jaar worden de aanvragen om inschrijving betreffende de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs ingediend en behandeld op de wijze bepaald in de volgende leden.

- 2. Elke aanvraag om inschrijving betreffende de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs wordt in een register opgenomen. Daar worden de naam van de leerling, zijn geboortedatum, zijn woonplaats, de datum van de aanvraag om inschrijving en, in voorkomend geval, de reden voor de weigering van de inschrijving in vermeld.

- 3. De aanvraag om inschrijving wordt bij de schoolinrichting ingediend door de leerling, indien hij meerderjarig is, of, indien hij minderjarig is, door zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent. Bij verhinderling, kunnen de leerling, indien hij meerderjarig is, of, indien hij minderjarig is, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, een derde persoon schriftelijk machtigen om de aanvraag om inschrijving in zijn naam bij de schoolinrichting in te dienen, voor zover de gemachtigde persoon geen lid is van het personeelslid van de schoolinrichting die bij de inrichting betrokken is. In voorkomend geval, kan die machtiging gelijktijdig op verschillende leerlingen betrekking hebben, indien deze broer(s), zus(sen) zijn of onder hetzelfde dak wonen. In de loop van één zelfde schooljaar, kan één persoon maar één keer worden gemachtigd om een aanvraag om inschrijving bij een schoolinrichting in te dienen.

- 4. Bij de indiening van de aanvraag om inschrijving, laten de leerling, of, indien hij minderjarig is, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, weten, of ze een aanvraag om inschrijving hebben ingediend of van plan zijn in te dienen in één of meer andere inrichtingen die ze aanwijzen.

- 5. Sedert de eerste werkdag van de maand oktober, levert het inrichtingshoofd de meerderjarige leerling, of, indien de leerling minderjarig is, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, die erom verzoeken, de in artikel 76, eerste lid bedoelde documenten af. Voor de aanvaarding van de opvoedings-, pedagogische en inrichtingsprojecten, van het studiereglement en het huishoudelijk reglement, zoals bedoeld in artikel 76, wordt met het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde een onderhoud georganiseerd, dat, in voorkomend geval, op een ander ogenblik dan bij de indiening van de aanvraag om inschrijving kan plaatsvinden.

- 6. Vanaf de eerste werkdag van de maand november tot de laatste werkdag vóór 15 november voorafgaand aan het schooljaar waarvoor een inschrijving wordt gepland, opent het inrichtingshoofd een eerste inschrijvingsfase, gedurende welke alleen de aanvragen om inschrijving worden opgenomen betreffende de leerlingen:

1° wan wie een broer of een zus of iedere andere minderjarige die onder hetzelfde dak woont, reeds in de inrichting school loopt;

2° van wie ten minste één van de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, zijn ambt binnen de inrichting geheel of gedeeltelijk uitoefent;

3° die in een internaat verblijven die onder dezelfde inrichtende macht als de inrichting ressorteert of waarmee deze een medewerkingsverband heeft;

4° die een taalbadonderwijs volgen in het zesde leerjaar van het lager onderwijs binnen een inrichting voor basisonderwijs of een inrichting voor lager onderwijs die een taalbadonderwijs organiseren, en die het taalbadonderwijs in de eerste graad van het secundair onderwijs voort wensen te volgen, of, voor de minderjarige leerlingen, wier ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent wensen dat zij het taalbadonderwijs in de eerste graad van het secundair onderwijs voort kunnen blijven volgen;

5° die afkomstig zijn :

a) uit een opvanghuis of opvanggezin, voor zover ze daar werden geplaatst door de rechter of de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd;

b) een internaat voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben;

c) een opvangcentrum dat door de “Office de la Naissance et de l’Enfance” wordt georganiseerd of erkend;

6° die specifieke behoeften hebben in de zin van artikel 2, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en waarvoor een permanente opnemings wordt gepland voor het eerste jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs met toepassing van hoofdstuk X van hetzelfde decreet;

7° die, ook al zijn ze niet regelmatig ingeschreven in het door het decreet van 3 maart 2004 georganiseerde gespecialiseerd onderwijs, op het ogenblik dat ze een aanvraag om inschrijving indienen of laten indienen door hun ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, specifieke behoeften ondervinden op basis van een bewezen handicap;

8° die, sedert uiterlijk 30 september 2007, school lopen in ofwel de enige verbonden inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs waarmee de inrichting voor secundair onderwijs, onder de in het 11e lid bepaalde voorwaarden, een verbindingsovereenkomst kan maar moet hebben gesloten, waarbij een rechtstreekse inschrijving in de eerste graad van het secundair onderwijs mogelijk wordt gemaakt, ofwel in de verbonden inrichting voor lager of basisonderwijs waarmee de inrichting voor secundair onderwijs, onder de in het 12e lid bepaalde voorwaarden, een tweede verbindingsovereenkomst kan maar moet hebben gesloten, waarbij een rechtstreekse inschrijving in de eerste graad van het secundair onderwijs mogelijk wordt gemaakt. Onder verbonden inrichting voor basisonderwijs of lager onderwijs wordt uitsluitend verstaan, een inrichting voor basisonderwijs of lager onderwijs die minstens aan drie van de vier volgende voorwaarden voldoet :

1° dezelfde inrichtende macht als de secundaire school hebben;

2° een gemeenschappelijk inrichtingsproject hebben, behalve voor de specifieke bepalingen op het betrokken onderwijsniveau;

3° in dezelfde gemeente gelegen zijn;

4° 40 % tellen van de leerlingen van het 6e leerjaar in het lager onderwijs die, gedurende de laatste twee schooljaren 2006-2007 en 2007-2008, zich hebben ingeschreven in de lagere school waarop de verbindingsovereenkomst betrekking heeft.

- 7. In het geval vermeld in het zesde lid, 4°, wordt de aanvraag om inschrijving opgenomen, voor zover ze betrekking heeft op een leerling die afkomstig is uit de enige inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs waarmee de inrichting voor secundair onderwijs die het taalbadonderwijs verstrekt, een medewerkingsakkoord kan maar moet hebben gesloten dat tot doel heeft de continuïteit van het taalbadonderwijs te waarborgen tussen de tweede cyclus van de tweede stap en de derde stap van het pedagogisch continuüm zoals bedoeld in artikel 10 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs.

- 8. In het geval vermeld in het 6e lid, 5°, wordt de aanvraag om inschrijving opgenomen, voor zover een afschrift van het attest bedoeld in artikel 29, § 2, derde lid, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving uiterlijk de laatste werkdag van de eerste fase bedoeld in het 6e lid aan het inrichtingshoofd wordt meegedeeld.

- 9. In het geval vermeld in het 6e lid, 6°, wordt de aanvraag om inschrijving opgenomen, voor zover het voorstel tot integratie bedoeld in artikel 134 en in artikel 150 van hetzelfde decreet werd aanvaard zoals bepaald in artikel 135 en artikel 151 van hetzelfde decreet uiterlijk de laatste werkdag van de eerste fase bedoeld in het 6e lid.

- 10. In het geval vermeld in het 6e lid, 7°, wordt de aanvraag om inschrijving opgenomen, voor zover ze gebaseerd wordt op een integratieproject dat door het inrichtingshoofd wordt aanvaard in overleg met het opvoedingsteam, uiterlijk de laatste werkdag van de eerste fase bedoeld in het 6e lid. Voor de toepassing van dit lid is een integratieproject een protocol dat de volgende gegevens bevat :

1° de toestemming van het inrichtingshoofd;

2° de toestemming van de ouders, van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of van de leerling zelf, als hij meerderjarig is;

3° de opsomming van de specifieke uitrustingen die de leerling de mogelijkheid verschaffen om verder school te lopen;

4° de eventuele partners belast met de begeleiding van de leerling en ertoe gemachtigd om in de schoolinrichting op te treden;

5° de eventuele specifieke bepalingen die worden getroffen tussen de school en de ouders, de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of de leerling zelf, als hij meerderjarig is.

- 11. In het geval vermeld in het 6e lid, 8°, wordt de aanvraag om inschrijving opgenomen, voor zover de enige verbindingsovereenkomst die met de verbonden inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs gesloten is, uiterlijk op 30 september 2008 aan de administratie werd meegedeeld.

- 12. Uiterlijk op 20 oktober 2008 erkent de Regering een tweede verbindingsovereenkomst uitsluitend indien :

1° ze door de inrichting voor secundair onderwijs wordt gesloten met een andere verbonden inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs in de zin van het 6e lid, 8°;

2° ze aan de administratie en aan de Regering uiterlijk op 30 september 2008 wordt meegedeeld;

3° op 15 januari 2008, alle leerlingen die in het eerste jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs van de inrichting ingeschreven zijn en die afkomstig zijn uit de twee verbonden lagere of basisscholen, met inbegrip van de leerlingen bedoeld in het 6e lid, hoogstens 50 % van de beschikbare plaatsen bekleedden.

- 13. Indien, voor elk schooljaar volgend op het schooljaar gedurende hetwelk de Regering, in voorkomend geval, de tweede overeenkomst erkent, blijkt dat op 15 januari het geheel van de leerlingen die in het eerste jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs van de inrichting ingeschreven zijn en afkomstig zijn uit de twee verbonden lagere scholen of basisscholen, met inbegrip van de leerlingen van de verbonden scholen die eveneens onder een andere categorie van leerlingen bedoeld in het 6e lid ressorteren, meer dan 50 % van de beschikbare plaatsen bekleeden, vervalt de tweede overeenkomst vanaf het schooljaar dat volgt op het schooljaar waarin de vaststelling wordt gedaan.

- 14. Indien, op het einde van de eerste inschrijvingsfase, uit het register blijkt dat het totaal van de aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste inschrijvingsfase werden opgenomen lager is dan of gelijk is aan het aantal beschikbare plaatsen waarvan het cijfer aan de administratie moet worden meegedeeld met toepassing van paragraaf 1, 5e lid, worden alle aanvragen om inschrijving die gedurende die eerste fase opgenomen zijn, definitief opgenomen, onverminderd de toepassing van het 19e lid en de weigering van die inschrijvingen om één van de redenen bedoeld in paragraaf 1, 1e en 2e leden.

- 15. Indien, op het einde van de eerste inschrijvingsfase, uit het register blijkt dat het totaal van de aanvragen om inschrijving die gedurende die eerste fase werden opgenomen, op zichzelf hoger is dan het aantal beschikbare plaatsen waarvan het cijfer aan de administratie moet worden meegedeeld bij toepassing van paragraaf 1, 5e lid, opent het inrichtingshoofd, onverminderd de toepassing van het 19e lid, een rangschikkingsfase, gedurende welke het, met het oog op de toekenning van de beschikbare plaatsen, de aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste inschrijvingsfase werden opgenomen, rangschikt op grond van de verhoudingen en het criterium vastgesteld en meegedeeld overeenkomstig paragraaf 1, 5e en volgende leden, onder de voorwaarden en op de wijze die, naar gelang van het geval, bepaald zijn in de 20e en 21e, 22e en 23e, 24e en 25e leden.

- 16. Vanaf de eerste werkdag volgend op 15 november tot de eerste werkdag die voorafgaat aan 29 november voorafgaand aan het schooljaar waarvoor een inschrijving gepland is, opent het inrichtingshoofd een tweede inschrijvingsfase, gedurende welke de aanvragen om inschrijving worden opgenomen betreffende leerlingen die niet bedoeld zijn in het 6e lid en leerlingen bedoeld in het 6e lid, waarvoor de leerling, als hij meerderjarig is, of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, geen aanvraag om inschrijving, terwijl ze aan de voorwaarden voldeden om dit te doen, hebben ingediend gedurende de eerste fase. Bij de indiening van de aanvraag om inschrijving, vermelden de leerling, indien hij meerderjarig is, of zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, indien hij minderjarig is, of ze een aanvraag om inschrijving hebben ingediend of van plan zijn in te dienen in één of meer andere inrichtingen voor secundair onderwijs die ze aanwijken.

- 17. Indien, op het einde van de tweede inschrijvingsfase, uit het register blijkt dat het totaal van de aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste en tweede inschrijvingsfasen werden opgenomen, lager is dan of gelijk is aan het aantal beschikbare plaatsen waarvan het cijfer aan de administratie moet worden meegedeeld met toepassing van paragraaf 1, 5e lid, worden alle aanvragen om inschrijving die gedurende de tweede inschrijvingsfase werden opgenomen, definitief opgenomen, onverminderd de toepassing van het 19e lid en de weigering van die inschrijvingen om één van de redenen bedoeld in de eerste paragraaf, 1e, 2e en 3e leden. De plaatsen die op het einde van de tweede inschrijvingsfase nog beschikbaar zijn, worden, in voorkomend geval, toegekend in de chronologische volgorde van de aanvragen om inschrijving die na deze werden ingediend.

- 18. Indien, op het einde van de tweede inschrijvingsfase, uit het register blijkt dat het totaal van de aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste en tweede inschrijvingsfasen werden opgenomen, hoger is dan het aantal beschikbare plaatsen waarvan het cijfer aan de administratie moet worden meegedeeld met toepassing van paragraaf 1, 5e lid, worden alle aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste inschrijvingsfase werden opgenomen, overeenkomstig het 14e lid definitief opgenomen. Onverminderd de toepassing van het 19e lid, opent het inrichtingshoofd dan een rangschikkingsfase gedurende welke, met het oog op de toekenning van nog beschikbare plaatsen, het de aanvragen om inschrijving rangschikt die gedurende de tweede inschrijvingsfase werden opgenomen op grond van de verhoudingen en het criterium vastgesteld en meegedeeld overeenkomstig paragraaf 1, 5e en volgende leden, onder de voorwaarden en op de wijze bepaald, naar gelang van het geval, in de 20e en 21e, 22e en 23e, 24e en 25e leden. Het geheel van de aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste inschrijvingsfase werden opgenomen en die om die reden definitief werden opgenomen, komen niettemin, voor die rangschikking, in aanmerking voor de toepassing van de verhoudingen vastgesteld en meegedeeld overeenkomstig paragraaf 1, 5e en volgende leden.

- 19. Indien, op het einde van de tweede inschrijvingsfase, uit het register blijkt dat het totaal aantal aanvragen om inschrijving voor een taalbadonderwijs, die gedurende de eerste en tweede fasen werden opgenomen, hoger is dan het aantal beschikbare plaatsen binnen de klassen die in de inrichting taalbadonderwijs verstrekken, beperkt bij toepassing van artikel 6, § 2, van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, kent het inrichtingshoofd die plaatsen toe met toepassing, eerst op de leerlingen bedoeld in het 6e lid, 4°, en vervolgens, in voorkomend geval, op de andere leerlingen die een aanvraag om inschrijving hebben ingediend of voor wie een aanvraag om inschrijving werd ingediend voor een taalbadonderwijs, van de verhoudingen en het criterium vastgesteld en meegedeeld overeenkomstig paragraaf 1, 5e leden en volgende, onder de voorwaarden en op de wijze bepaald, naar gelang van het geval, in de 20e en 21e, 22e en 23e, 24e en 25e leden.

20. Indien een inrichtingshoofd dat, bij toepassing van § 1, vijfde lid en volgende leden, het criterium voor de evenwichtige verdeling van de kinderen volgens de leeftijdsklasse bedoeld in § 1, 6e lid, 1° heeft vastgesteld en meegedeeld, een rangschikkingsfase opent bij toepassing van de 15e en 18e leden, alsook voor de toepassing van het 19e lid :

1° brengt het de Diensten van de Regering onmiddellijk op de hoogte van het feit dat een rangschikkingsfase geopend is;

2° bepaalt het, in aanwezigheid van een ambtenaar van de Diensten van de Regering die de Regering aanwijst, de cijfercombinatie, "spildatum" genoemd, vanaf welke de aanvragen om inschrijving gerangschikt zullen worden op de wijze bepaald in het 21e lid :

- eerst en vooral, onder de cijfers 1 tot 12, loot het het cijfer dat, in de spildatum, met de maand van het jaar zal overeenstemmen;

- dan, naar gelang van de gelote maand, loot het, ofwel uit de cijfers 1 tot 30, overeenstemmend met de maanden april, juni, september en november, ofwel uit de cijfers 1 tot 31, overeenstemmend met de mogelijke dagen in de maanden januari, maart, mei, juli, augustus, oktober en december, ofwel uit de cijfers 1 tot 29, overeenstemmend met de mogelijke dagen in de maand februari, het cijfer dat, in de spildatum, met de dag van de maand zal overeenstemmen.

3° ondertekent het het proces-verbaal van de loting, dat door de ambtenaar bedoeld in 2° staande de vergadering wordt opgemaakt.

- 21. Wanneer de spildatum, na toepassing van het vorige lid, bekend is, onderzoekt het inrichtingshoofd de aanvragen om inschrijving die te rangschikken zijn bij toepassing van de 15e, 18e en 19e leden en in het register opgenomen zijn, op de volgende wijze :

1° het verdeelt ze, in een eerste fase, in twee onderscheiden gehelen onder, naargelang de betrokken leerling al dan niet zijn woonplaats in dezelfde gemeente als de inrichting heeft;

2° binnen elk aldus samengesteld geheel, rangschikt het, in een tweede fase, vanaf de spildatum die geloot werd bij toepassing van het 20e lid, de aanvragen om inschrijving, door opeenvolgend de leerlingen te selecteren die geboren zijn in elk van de twaalf maanden van het jaar vanaf de spildatum, uitgesteld van maand tot maand, en stelt het, voor elk geheel, een voorlopige wachtlijst op grond van de verhouding bedoeld in § 1, 10e lid op;

3° indien, naar gelang van hun geboortedag en -maand, twee of meer leerlingen gelijk staan, rangschikt het inrichtingshoofd de betrokken aanvragen om inschrijving op grond van een gewone loting en brengt daar onmiddellijk de ambtenaar bedoeld in het 20e lid, 2° op de hoogte van;

4° indien, op het einde van de rangschikking uitgevoerd overeenkomstig de punten 1° tot 5°, het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, of het percentage van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit de gemeente, niet bereikt wordt, vult het inrichtingshoofd de beschikbare plaatsen aan door toevoeging, in de volgorde van hun rangschikking op een voorlopige wachtlijst, van aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen van het andere geheel;

5° het kijkt vervolgens na of, na de toepassing van het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, bedoeld in § 1, 10e lid, en van het percentage van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, het in § 1, 11e lid, bedoelde percentage bereikt wordt. Zo niet, dan wisselt het beurtelings, binnen elk geheel, overigens met inachtneming van de rangschikking die eruit voortvloeit, de aanvragen om inschrijving om van de leerlingen die op een voorlopige wachtlijst staan en die afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, met de aanvragen van leerlingen die voorlopig batig gerangschikt zijn en die niet afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, totdat het percentage bedoeld in § 1, 11e lid, bereikt wordt. Zo nodig, en in bijkomstige orde, indien het aantal aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen die afkomstig zijn uit een kansarmere school ten volle benut werd in één van de twee voorlopige wachtlijsten, wordt de andere voorlopige wachtlijst benut om het percentage bedoeld in § 1, 11e lid aan te vullen. Indien het percentage niet bereikt kan worden bij gebrek aan leerlingen die aan deze voorwaarde voldoen, wordt dit percentage geacht bereikt te zijn.

- 22. Indien een inrichtingshoofd, dat, bij toepassing van § 1, vijfde en volgende leden, het alfabetisch criterium bedoeld in § 1, 6e lid, 2°, heeft vastgesteld en meegedeeld, een rangschikkingsfase opent bij toepassing van de 15e en 18e leden, alsook voor de toepassing van het 19e lid:

1° brengt het de Diensten van de Regering op de hoogte van het feit dat een rangschikkingsfase geopend is;

2° loot het, in aanwezigheid van een ambtenaar van de Diensten van de Regering die de Regering aanwijst, uit de 26 letters van het alfabet, eerst de eerste letter en vervolgens de tweede letter vanaf welke de aanvragen om inschrijving gerangschikt zullen worden op de wijze bedoeld in het 23e lid;

3° ondertekent het het proces-verbaal van de loting, dat staande de vergadering door de ambtenaar bedoeld in 2° wordt opgemaakt.

- 23. Wanneer, bij toepassing van het vorige lid, de twee letters van het alfabet die de volgorde van de rangschikking bepalen, bekend zijn, onderzoekt het inrichtingshoofd de aanvragen om inschrijving die te rangschikken zijn bij toepassing van de 15e, 18e en 19e leden en die in het register opgenomen zijn, op de volgende wijze :

1° in een eerste fase, verdeelt het deze in twee onderscheiden gehelen onder, naargelang de betrokken leerling al dan niet zijn woonplaats heeft in dezelfde gemeente als de inrichting;

2° binnen elk van die twee gehelen, rangschikt het, in een tweede fase, vanaf de eerste letter die bij toepassing van het 22e lid geloot werd, de aanvragen om inschrijving in de alfabetische volgorde van de familienamen van de leerlingen bedoeld bij die aanvragen en stelt het, voor elk geheel, een voorlopige wachtlijst op grond van het percentage bedoeld in § 1, 10e lid op;

3° in een derde fase, in de volgorde van de rangschikking die bij toepassing van 2° wordt bereikt, rangschikt het inrichtingshoofd dat vaststelt dat verschillende familienamen met dezelfde eerste letter beginnen, die namen volgens de alfabetische volgorde van hun tweede letter, vanaf de tweede letter die wordt geloot bij toepassing van het 22e lid, en vervolgens, in bijkomstige orde, volgens de gewone alfabetische volgorde van hun andere letters;

4° indien familienamen nauwkeurig dezelfde zijn, rangschikt het inrichtingshoofd de betrokken aanvragen om inschrijving door middel van een gewone loting en brengt daar de ambtenaar bedoeld in het 22e lid, 2° onmiddellijk op de hoogte van;

5° voor de alfabetische volgorde bedoeld in 2° en in 3°, neemt het inrichtingshoofd de familienamen integraal, met inbegrip van de toevoegsels van de adellijke namen, in aanmerking, waarbij de eerste letter van het eerste toevoegsel als de eerste letter van de familienaam wordt beschouwd;

6° indien, op het einde van de rangschikking uitgevoerd overeenkomstig de punten 1° tot 5°, het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, of het percentage van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit de gemeente, niet bereikt wordt, vult het inrichtingshoofd de beschikbare plaatsen aan door toevoeging, in de volgorde van hun rangschikking op een voorlopige wachtlijst, van aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen van het andere geheel;

7° het controleert dan of, na toepassing van het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, bedoeld in § 1, 10e lid, en van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, het percentage bedoeld in § 1, 11e lid bereikt wordt. Zo niet, dan wisselt het beurtelings, binnen elk geheel, overigens met inachtneming van de rangschikking die eruit voortvloeit, de aanvragen om inschrijving om van leerlingen die op een voorlopige wachtlijst staan en die afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, met die van leerlingen die voorlopig batig gerangschikt zijn en die niet afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, totdat het percentage bedoeld in § 1, 11e lid, bereikt wordt. Zo nodig, en in bijkomstige orde, indien het aantal aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen die afkomstig zijn uit een kansarmere school volledig benut is in één van beide voorlopige wachtlijsten, wordt de andere voorlopige wachtlijst benut om het percentage bedoeld in § 1, 11e lid aan te vullen. Indien het percentage niet bereikt kan worden bij gebrek aan leerlingen die aan deze voorwaarden voldoen, wordt het percentage geacht bereikt te zijn.

- 24. Indien een inrichtingshoofd, dat, bij toepassing van § 1, vijfde en volgende leden, het chronologisch criterium bedoeld in § 1, 6e lid, 3°, heeft vastgesteld en meegedeeld, een rangschikkingsfase opent bij toepassing van de 15e en 18e leden, alsook voor de toepassing van het 19e lid:

1° brengt het de Diensten van de Regering onmiddellijk op de hoogte van het feit dat een rangschikkingsfase geopend is;

2° bepaalt het, in aanwezigheid van een ambtenaar van de Diensten van de Regering die de Regering aanwijst, de cijfercombinatie, "spildatum" genoemd, vanaf welke de aanvragen om inschrijving gerangschikt zullen worden op de wijze bepaald in het 25e lid :

- eerst en vooral, uit de cijfers 1 tot 12, loot het het cijfer dat, in de spildatum, met de maand van het jaar zal overeenstemmen;

- dan, naar gelang van de gelote maand, loot het, ofwel uit de cijfers 1 tot 30, overeenstemmend met de maanden april, juni, september en november, ofwel uit de cijfers 1 tot 31, overeenstemmend met de mogelijke dagen in de maanden januari, maart, mei, juli, augustus, oktober en december, ofwel uit de cijfers 1 tot 29, overeenstemmend met de mogelijke dagen in de maand februari, het cijfer dat, in de spildatum, met de dag van de maand zal overeenstemmen;

3° ondertekent het het proces-verbaal van de loting, dat door de ambtenaar bedoeld in 2° staande de vergadering wordt opgemaakt.

- 25. Wanneer de spildatum, na toepassing van het vorige lid, bekend is, onderzoekt het inrichtingshoofd de aanvragen om inschrijving die te rangschikken zijn bij toepassing van de 15e, 18e en 19e leden en in het register opgenomen zijn, op de volgende wijze :

1° het verdeelt ze, in een eerste fase, in twee onderscheiden gehelen onder, naargelang de betrokken leerling al dan niet zijn woonplaats in dezelfde gemeente als de inrichting heeft;

2° binnen elk aldus samengesteld geheel, rangschikt het, in een tweede fase, vanaf de spildatum die geloot werd bij toepassing van het 24e lid, de aanvragen om inschrijving, door opeenvolgend de leerlingen volgens de chronologische volgorde van hun geboortedag en - maand te selecteren, en stelt het, voor elk geheel, een voorlopige wachtlijst op grond van de verhouding bedoeld in § 1, 10e lid op;

3° indien, naar gelang van hun geboortedag en -maand, twee of meer leerlingen gelijk staan, rangschikt het inrichtingshoofd de betrokken aanvragen om inschrijving op grond van een gewone loting en brengt daar onmiddellijk de ambtenaar bedoeld in het 24e lid, 2° op de hoogte van;

4° indien, op het einde van de rangschikking uitgevoerd overeenkomstig de punten 1° tot 5°, het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, of het percentage van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit de gemeente, niet bereikt wordt, vult het inrichtingshoofd de beschikbare plaatsen aan door toevoeging, in de volgorde van hun rangschikking op een voorlopige wachtlijst, van aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen van het andere geheel;

5° het kijkt vervolgens na of, na de toepassing van het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, bedoeld in § 1, 10e lid, en van het percentage van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, het in § 1, 11e lid, bedoelde percentage bereikt wordt. Zo niet, dan wisselt het beurtelings, binnen elk geheel, overigens met inachtneming van de rangschikking die eruit voortvloeit, de aanvragen om inschrijving om van de leerlingen die op een voorlopige wachtlijst staan en die afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, met de aanvragen van leerlingen die voorlopig batig gerangschikt zijn en die niet afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, totdat het percentage bedoeld in § 1, 11e lid, bereikt wordt. Zo nodig, en in bijkomstige orde, indien het aantal aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen die afkomstig zijn uit een kansarmere school ten volle benut werd op één van de twee voorlopige wachtlijsten, wordt de andere voorlopige wachtlijst benut om het percentage bedoeld in § 1, 11e lid aan te vullen. Indien het percentage niet bereikt kan worden bij gebrek aan leerlingen die aan deze voorwaarde voldoen, wordt dit percentage geacht bereikt te zijn.

- 26. Elke rangschikkingsfase die bij toepassing van de 15e en 18e leden wordt geopend, eindigt uiterlijk op de eerste werkdag die voorafgaat aan 15 december van het jaar voorafgaand aan het schooljaar waarvoor een inschrijving gepland is.

- 27. Op het einde van elke rangschikingsfase bedoeld in deze paragraaf, of in de gevallen bedoeld in de 14e en 17e leden, brengt het inrichtingshoofd de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, op de hoogte van de inschrijving van de betrokkene of van de weigering van zijn inschrijving om de reden bedoeld in § 1, vierde lid en met toepassing van deze paragraaf. In dit laatste geval, deelt het inrichtingshoofd eveneens de positie mee die de leerling inneemt op zijn wachtlijst.

- 28. Wanneer de weigering van de inschrijving steunt op de reden vermeld in § 1, vierde lid, zodra een plaats beschikbaar is binnen de inrichting, wordt ze voorgesteld in de volgorde van de wachtlijst bedoeld in het vorige lid en met inachtneming van de percentages bepaald door de inrichting bij toepassing van paragraaf 1, vijfde en volgende leden. Wanneer de wachtlijst ten volle is benut, worden de eventueel vrijgemaakte plaatsen toegekend in de chronologische volgorde van de aanvragen om inschrijving die na de tweede inschrijvingsfase werden ingediend.

-29. Naar aanleiding van een aanvraag om inschrijving die met toepassing van deze paragraaf wordt ingediend, reikt het inrichtingshoofd aan de meerderjarige leerling, of, voor de minderjarige leerling, aan de ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, een attest uit als bewijs van de inschrijving, dat ten minste de volgende gegevens bevat :

1° de identificatie en de verschillende inlichtingen betreffende de schoolinrichting, haar inrichtende macht en haar inrichtingshoofd;

2° de identificatie en de verschillende inlichtingen betreffende de leerling, en, in voorkomend geval, van zijn ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent;

3° het totaal aantal beschikbare plaatsen in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs in de schoolinrichting;

4° in voorkomend geval, het aantal plaatsen die op het einde van de eerste inschrijvingsfase worden toegekend;

5° de datum waarop de aanvraag om inschrijving wordt ingediend en waarop het attest, de ondertekening van het inrichtingshoofd en de ondertekening van de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, van de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, wordt uitgereikt;

6° de verhoudingen en het criterium die, in voorkomend geval, het inrichtingshoofd de mogelijkheid zullen verschaffen om de aanvragen om inschrijving te rangschikken. Deze worden aanvaard door de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, door de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent.

- 30. Op het einde van elke rangschikingsfase bedoeld in deze paragraaf, of in de gevallen bedoeld in de 14e en 17e leden, reikt het inrichtingshoofd aan de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, aan de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, een attest van inschrijving of van weigering van inschrijving volgend op het attest van aanvraag om inschrijving dat werd ontvangen op het einde van de tweede inschrijvingsfase, dat onder meer de volgende gegevens bevat :

1° de identificatie en de verschillende inlichtingen betreffende de schoolinrichting, haar inrichtende macht en haar inrichtingshoofd;

2° de identificatie en de verschillende inlichtingen betreffende de leerling, en, in voorkomend geval, van zijn ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent;

3° het totaal aantal beschikbare plaatsen in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs in de schoolinrichting;

4° in voorkomend geval, het aantal plaatsen die op het einde van de eerste inschrijvingsfase worden toegekend;

5° het feit dat de inschrijving ofwel wordt aanvaard ofwel wordt geweigerd om de reden bedoeld in § 1, vierde lid, en, in voorkomend geval, de positie die de leerling inneemt op de wachtlijst en de aanwijzing van de diensten van de administratie waarvan de leerling of zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent bijstand kunnen krijgen met het oog op de inschrijving van de leerling in een onderwijsinrichting van de Franse Gemeenschap of in een instelling die instaat voor de naleving van de leerplicht.

6° de datum waarop het attest van inschrijving wordt meegedeeld, de ondertekening van het inrichtingshoofd en de ondertekening van de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, van de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent;

- 31. Wanneer de inschrijving wordt geweigerd om de reden bedoeld in § 1, vierde lid, en de leerling een plaats inneemt op de wachtlijst, zendt het inrichtingshoofd onmiddellijk een afschrift van het attest over aan één van de zonale commissies voor de inschrijvingen in het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

- 32. Voor de toepassing van deze paragraaf, wordt onder werkdag verstaan, maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag, met uitzondering van de feestdagen en de schoolvakantie. »

Art. 4. In artikel 88, paragraaf 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende leden toegevoegd na het derde lid :

- 4. "In elk geval, deelt de inrichtende macht van elke inrichting waarin de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs wordt georganiseerd elk jaar aan de administratie, bij een ter post aangetekend schrijven, uiterlijk op 22 oktober de volgende gegevens mee :

1° het beperkt aantal leerlingen die de inrichting, gelet op de beschikbare lokalen, het volgende schooljaar zal kunnen ontvangen in het eerste leerjaar van de eerste graad van het secundair onderwijs;

2° de verhoudingen en het criterium die haar de mogelijkheid zullen verschaffen om, voor het volgende schooljaar, en in de omstandigheden bedoeld in paragraaf 4, 15e, 18e en 19e leden, de aanvragen om inschrijving bedoeld in paragraaf 4, 6e en 16e leden te rangschikken. Ze deelt eveneens die verhoudingen en dat criterium aan elke betrokkene persoon mee en zorgt voor de bekendmaking ervan door middel van aanplakborden binnen de schoolinrichting.

- 5. Na het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 69 en het advies van de plaatselijke paritaire commissie in het officieel gesubsidieerd onderwijs of het advies van de betrokken instantie in het vrij gesubsidieerd onderwijs te hebben ingewonnen, en met inachtneming van de artikelen 6, 10 en 11 van dit decreet, bepaalt de inrichtende macht de criteria bedoeld in het vierde lid. Dat criterium wordt gekozen onder de volgende criteria :

1° het criterium van de evenwichtige verdeling van de kinderen per leeftijdsklasse, toegepast overeenkomstig paragraaf 4, 20e en 21e leden;

2° het criterium betreffende de alfabetische volgorde, toegepast overeenkomstig paragraaf 4, 22e en 23e leden;

3° het criterium betreffende de geboortedatum, toegepast overeenkomstig paragraaf 4, 24e en 25e leden;

- 6. Het advies van de plaatselijke paritaire commissie in het officieel gesubsidieerd onderwijs of het advies van de betrokken instantie in het vrij gesubsidieerd onderwijs bedoeld in het vorige lid wordt ingewonnen :

- 1° in het officieel gesubsidieerd onderwijs, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 85 tot 96 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

2° in het vrij gesubsidieerd onderwijs, overeenkomstig de bepalingen betreffende de ondernemingsraden, of, bij ontstentenis daarvan, het comité voor de arbeidsbescherming, of, bij ontstentenis daarvan, in de plaatselijke overleginstanties, of bij gebreke daarvan, bij de syndicale afvaardigingen.

- 7. De rangschikking van de aanvragen om inschrijving die voortvloeien uit de toepassing van de criteria bedoeld in het 4e lid, wordt opgemaakt onverminderd de toepassing van de in hetzelfde lid bedoelde verhoudingen.

- 8. Voor de vaststelling van de in het 4e lid bedoelde verhoudingen, na het advies van de participatieraad bedoeld in artikel 69, alsook, overeenkomstig het 6e lid, het advies van de plaatselijke paritaire commissie in het officieel gesubsidieerd onderwijs of het advies van de betrokken instantie in het vrij gesubsidieerd onderwijs te hebben ingewonnen, bepaalt de inrichtende macht, enerzijds, het percentage van de plaatsen die zullen worden voorbehouden aan de leerlingen die een aanvraag om inschrijving hebben ingediend of voor wie een aanvraag om inschrijving werd ingediend en die hun woonplaats hebben in de gemeente waar de inrichting voor secundair onderwijs gevestigd is, en, anderzijds, het percentage van de plaatsen die zullen worden voorbehouden aan de leerlingen die een aanvraag om inschrijving hebben ingediend of voor wie een aanvraag om inschrijving werd ingediend en die, gedurende het voorafgaande schooljaar, in een kansarmere inrichting of vestiging voor basis- of lager onderwijs school zijn gelopen.

- 9. De verhouding ten voordele van de leerlingen die hun woonplaats in dezelfde gemeente hebben, wordt bepaald op grond van een referentiepercentage, dat het aantal leerlingen vertegenwoordigt die hun woonplaats hebben in de gemeente waar de inrichting voor secundair onderwijs gevestigd is en die daar regelmatig ingeschreven zijn in het eerste jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs op 1 oktober van het lopende jaar. Die verhouding ligt binnen twee percentagedrempels waarvan het minimum niet om meer dan 5 % lager is dan het referentiepercentage en waarvan het maximum niet om meer dan 5 % hoger is dan het referentiepercentage. Behoudens afwijking toegestaan door de Regering op een met redenen omklede aanvraag van het inrichtingshoofd, kan het herhaalde gebruik van de maximumdrempels van +5 % en minimumdrempels van -5 % niet tot gevolg hebben dat om meer dan 10 % wordt afgeweken van het op 1 oktober 2008 vastgestelde percentage. De motivering steunt onder meer op de demografische evolutie in en buiten de gemeente.

- 10. De verhouding ten voordele van de leerlingen die afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging voor basisonderwijs of lager onderwijs kan niet lager zijn dan :

- 1° voor het schooljaar 2009-2010, 15 % van het geheel van de beschikbare plaatsen in het eerste jaar van de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs;

- 2° voor de schooljaren 2010-2011 en volgende, 20 % van het geheel van de beschikbare plaatsen in het eerste jaar van de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs.

- 11. De Regering of de afgevaardigde ervan maakt de lijst op van de kansarmere scholen en vestigingen voor basisonderwijs of lager onderwijs waarvan de leerlingen, in voorkomend geval, de toepassing van de in het vorige lid bedoelde verhouding genieten, en deelt die uiterlijk op 1 oktober aan alle inrichtende macht mee.

- 12. De in het vorige lid bedoelde lijst vermeldt uitsluitend de vestigingen voor basisonderwijs of lager onderwijs die, in de rangschikking van de vestigingen voor basisonderwijs of lager onderwijs, door de administratie vastgelegd met toepassing van artikel 4, § 2, vierde lid, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, de kansarmste zijn en die samen 40 % van de leerlingen ontvangen.

- 13. De diensten van de Regering zorgen voor de controle op de naleving, door de inrichtingshoofden, van dit decreet, inzonderheid naar aanleiding van de rangschikkingsfasen bedoeld in paragraaf 4, 15e en 18e leden, en van de toepassing van paragraaf 4, 19de lid.”

Art. 5. Artikel 88, § 4, van hetzelfde decreet wordt vervangen door een nieuwe § 4, luidend als volgt :

- 1. “§ 4. Elk jaar worden de aanvragen om inschrijving betreffende de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs ingediend en behandeld op de wijze bepaald in de volgende leden.

- 2. Elke aanvraag om inschrijving betreffende de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs wordt in een register opgenomen. Daar worden de naam van de leerling, zijn geboortedatum, zijn woonplaats, de datum van de aanvraag om inschrijving en, in voorkomend geval, de reden voor de weigering van de inschrijving in vermeld.

- 3. De aanvraag om inschrijving wordt bij de schoolinrichting ingediend door de leerling, indien hij meerderjarig is, of, indien hij minderjarig is, door zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent. Bij verhindering, kunnen de leerling, indien hij meerderjarig is, of, indien hij minderjarig is, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, een derde persoon schriftelijk machtigen om de aanvraag om inschrijving in zijn naam bij de schoolinrichting in te dienen, voor zover de gemachtigde persoon geen lid is van het personeelslid van de schoolinrichting die bij de inschrijving betrokken is. In voorkomend geval, kan die machtiging gelijktijdig op verschillende leerlingen betrekking hebben, indien deze broer(s), zus(sen) zijn of onder hetzelfde dak wonen. In de loop van één zelfde schooljaar, kan één zelfde persoon maar één keer gemachtigd worden om een aanvraag om inschrijving bij een schoolinrichting in te dienen.

- 4. Bij de indiening van de aanvraag om inschrijving, laten de leerling, of, indien hij minderjarig is, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, weten, of ze een aanvraag om inschrijving hebben ingediend of van plan zijn in te dienen in één of meer andere inrichtingen die ze aanwijzen.

- 5. Sedert de eerste werkdag van de maand oktober, levert de inrichtende macht of haar afgevaardigde de meerderjarige leerling, of, indien de leerling minderjarig is, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, die erom verzoeken, de in artikel 76, eerste lid bedoelde documenten af. Voor de aanvaarding van de opvoedings-, pedagogische en inrichtingsprojecten, van het studiereglement en het huishoudelijk reglement, zoals bedoeld in artikel 76, wordt met de inrichtende macht of haar afgevaardigde een onderhoud georganiseerd, dat, in voorkomend geval, op een ander ogenblik dan bij de indiening van de aanvraag om inschrijving kan plaatsvinden.

- 6. Vanaf de eerste werkdag van de maand november tot de laatste werkdag vóór 15 november voorafgaand aan het schooljaar waarvoor een inschrijving wordt gepland, opent de inrichtende macht of haar afgevaardigde een eerste inschrijvingsfase, gedurende welke alleen de aanvragen om inschrijving worden opgenomen betreffende de leerlingen:

1° van wie een broer of een zus of iedere andere minderjarige die onder hetzelfde dak woont, reeds in de inrichting school loopt;

2° van wie ten minste één van de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, zijn ambt binnen de inrichting geheel of gedeeltelijk uitoefent;

3° die in een internaat verblijven die onder dezelfde inrichtende macht als de inrichting ressorteert of waarmee deze een medewerkingsverband heeft;

4° die een taalbadonderwijs volgen in het zesde leerjaar van het lager onderwijs binnen een inrichting voor basisonderwijs of een inrichting voor lager onderwijs die een taalbadonderwijs organiseren, en die het taalbadonderwijs in de eerste graad van het secundair onderwijs voort wensen te volgen, of, voor de minderjarige leerlingen wier ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent wensen dat zij het taalbadonderwijs in de eerste graad van het secundair onderwijs voort kunnen blijven volgen;

5° die afkomstig zijn :

d) uit een opvanghuis of opvanggezin, voor zover ze daar werden geplaatst door de rechter of de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd;

e) een internaat voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben;

f) een opvangcentrum dat door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wordt georganiseerd of erkend;

6° die specifieke behoeften hebben in de zin van artikel 2, §1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en waarvoor een permanente opnemings wordt gepland voor het eerste jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs met toepassing van hoofdstuk X van hetzelfde decreet;

7° die, ook al zijn ze niet regelmatig ingeschreven in het door het decreet van 3 maart 2004 georganiseerde gespecialiseerd onderwijs, op het ogenblik dat ze een aanvraag om inschrijving indienen of laten indienen door hun ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, specifieke behoeften ondervinden op basis van een bewezen handicap;

8° die, sedert uiterlijk 30 september 2007, school lopen in ofwel de enige verbonden inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs waarmee de inrichting voor secundair onderwijs, onder de in het 11e lid bepaalde voorwaarden, een verbindingsovereenkomst kan maar moet hebben gesloten, waarbij een rechtstreekse inschrijving in de eerste graad van het secundair onderwijs mogelijk wordt gemaakt, ofwel in de verbonden inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs waarmee de inrichting voor secundair onderwijs, onder de in het 12e lid bepaalde voorwaarden, een tweede verbindingsovereenkomst kan maar moet hebben gesloten, waarbij een rechtstreekse inschrijving in de eerste graad van het secundair onderwijs mogelijk wordt gemaakt. Onder verbonden inrichting voor basisonderwijs of lager onderwijs wordt uitsluitend verstaan, een inrichting voor basisonderwijs of lager onderwijs dat minstens aan drie van de vier volgende voorwaarden voldoet :

1° dezelfde inrichtende macht als de secundaire school hebben;

2° een gemeenschappelijk inrichtingsproject hebben, behalve voor de specifieke bepalingen op het betrokken onderwijsniveau;

3° in dezelfde gemeente gelegen zijn;

4° minstens 40 % tellen van de leerlingen van het 6e leerjaar in het lager onderwijs die, gedurende de laatste twee schooljaren 2006-2007 en 2007-2008, zich hebben ingeschreven in de lagere school waarop de verbindingsovereenkomst betrekking heeft.

- 7. In het geval vermeld in het zesde lid, 4°, wordt de aanvraag om inschrijving opgenomen, voor zover ze betrekking heeft op een leerling die afkomstig is uit de enige inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs waarmee de inrichting voor secundair onderwijs die het taalbadonderwijs verstrekt, een medewerkingsakkoord kan maar moet hebben gesloten dat tot doel heeft de continuïteit van het taalbadonderwijs te waarborgen tussen de tweede cyclus van de tweede stap en de derde stap van het pedagogisch continuüm zoals bedoeld in artikel 10 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs.

- 8. In het geval vermeld in het 6e lid, 5°, wordt de aanvraag om inschrijving opgenomen, voor zover een afschrift van het attest bedoeld in artikel 29, § 2, derde lid, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving uiterlijk de laatste werkdag van de eerste fase bedoeld in het 6e lid aan de inrichtende macht of haar afgevaardigde wordt meegedeeld.

- 9. In het geval vermeld in het 6e lid, 6°, wordt de aanvraag om inschrijving opgenomen, voor zover het voorstel tot integratie bedoeld in artikel 134 en in artikel 150 van hetzelfde decreet werd aanvaard zoals bepaald in artikel 135 en artikel 151 van hetzelfde decreet uiterlijk de laatste werkdag van de eerste fase bedoeld in het 6e lid.

- 10. In het geval vermeld in het 6e lid, 7°, wordt de aanvraag om inschrijving opgenomen, voor zover ze gebaseerd wordt op een integratieproject dat door de inrichtende macht of haar afgevaardigde wordt aanvaard in overleg met het opvoedingsteam, uiterlijk de laatste werkdag van de eerste fase bedoeld in het 6e lid. Voor de toepassing van dit lid is een integratieproject een protocol dat de volgende gegevens bevat :

1° de toestemming van de inrichtende macht of haar afgevaardigde;

2° de toestemming van de ouders, van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of van de leerling zelf, als hij meerderjarig is;

3° de opsomming van de specifieke uitrustingen die de leerling de mogelijkheid verschaffen om verder school te lopen;

4° de eventuele partners belast met de begeleiding van de leerling en ertoe gemachtigd om in de schoolinrichting op te treden;

5° de eventuele specifieke bepalingen die worden getroffen tussen de school en de ouders, de persoon die de ouderlijke macht uitoefent of de leerling zelf, als hij meerderjarig is.

- 11. In het geval vermeld in het 6e lid, 8°, wordt de aanvraag om inschrijving opgenomen, voor zover de enige verbindingsovereenkomst die met de verbonden inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs gesloten is, uiterlijk op 30 september 2008 aan de administratie werd meegedeeld.

- 12. Uiterlijk op 20 oktober 2008 erkent de Regering een tweede verbindingsovereenkomst uitsluitend indien :

1° ze door de inrichting voor secundair onderwijs wordt gesloten met een andere verbonden inrichting voor lager onderwijs of basisonderwijs in de zin van het 6e lid, 8°;

2° ze aan de administratie en aan de Regering uiterlijk op 30 september 2008 wordt meegedeeld;

3° op 15 januari 2008, alle leerlingen die in het eerste jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs van de inrichting ingeschreven zijn en die afkomstig zijn uit de twee verbonden lagere of basisscholen, met inbegrip van de leerlingen bedoeld in het 6e lid, hoogstens 50 % van de beschikbare plaatsen bekleedden.

- 13. Indien, voor elk schooljaar volgend op het schooljaar gedurende hetwelk de Regering, in voorkomend geval, de tweede overeenkomst erkent, blijkt dat op 15 januari het geheel van de leerlingen die in het eerste jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs van de inrichting ingeschreven zijn en afkomstig zijn uit de twee verbonden lagere scholen of basisscholen, met inbegrip van de leerlingen van de verbonden scholen die eveneens onder een andere categorie van leerlingen bedoeld in het 6e lid ressorteren, meer dan 50 % van de beschikbare plaatsen bekleeden, vervalt de tweede overeenkomst vanaf het schooljaar dat volgt op het schooljaar waarin de vaststelling wordt gedaan.

- 14. Indien, op het einde van de eerste inschrijvingsfase, uit het register blijkt dat het totaal van de aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste inschrijvingsfase werden opgenomen lager is dan of gelijk is aan het aantal beschikbare plaatsen waarvan het cijfer aan de administratie moet worden meegedeeld met toepassing van paragraaf 1, 4e lid, worden alle aanvragen om inschrijving die gedurende die eerste fase opgenomen zijn, definitief opgenomen, onverminderd de toepassing van het 19e lid en de weigering van die inschrijvingen om één van de redenen bedoeld in paragraaf 1, 1e en 2e leden.

- 15. Indien, op het einde van de eerste inschrijvingsfase, uit het register blijkt dat het totaal van de aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste fase werden opgenomen, op zichzelf hoger is dan het aantal beschikbare plaatsen waarvan het cijfer aan de administratie moet worden meegedeeld bij toepassing van paragraaf 1, 4e lid, opent de inrichtende macht of haar afgevaardigde, onverminderd de toepassing van het 19e lid, een rangschikingsfase, gedurende welke het, met het oog op de toekenning van de beschikbare plaatsen, de aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste inschrijvingsfase werden opgenomen, rangschikt op grond van de verhoudingen en het criterium vastgesteld en meegedeeld overeenkomstig paragraaf 1, 4e en volgende leden, onder de voorwaarden en op de wijze die, naar gelang van het geval, bepaald zijn in de 20e en 21e, 22e en 23e, 24e en 25e leden.

- 16. Vanaf de eerste werkdag volgend op 15 november tot de eerste werkdag die voorafgaat aan 29 november voorafgaand aan het schooljaar waarvoor een inschrijving gepland is, opent de inrichtende macht of haar afgevaardigde een tweede inschrijvingsfase, gedurende welke alleen de aanvragen om inschrijving worden opgenomen betreffende leerlingen die niet bedoeld zijn in het 6e lid en leerlingen bedoeld in het 6e lid, waarvoor de leerling, als hij meerderjarig is, of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, geen aanvraag om inschrijving, terwijl ze aan de voorwaarden voldeden om dit te doen, hebben ingediend gedurende de eerste fase. Bij de indiening van de aanvraag om inschrijving, vermelden de leerling, indien hij meerderjarig is, of zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, of ze een aanvraag om inschrijving hebben ingediend of van plan zijn in te dienen in één of meer andere inrichtingen voor secundair onderwijs die ze aanwijzen.

- 17. Indien, op het einde van de tweede inschrijvingsfase bedoeld in vorig lid, uit het register blijkt dat het totaal van de aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste en tweede inschrijvingsfasen werden opgenomen, lager is dan of gelijk is aan het aantal beschikbare plaatsen waarvan het cijfer aan de administratie moet worden meegedeeld met toepassing van paragraaf 1, 4e lid, worden alle aanvragen om inschrijving die gedurende de tweede inschrijvingsfase werden opgenomen, ook definitief opgenomen, onverminderd de toepassing van het 19e lid en de weigering van die inschrijvingen om één van de redenen bedoeld in de eerste paragraaf 1, 1e en 2e leden. De plaatsen die op het einde van de tweede inschrijvingsfase nog beschikbaar zijn, worden, in voorkomend geval, toegekend in de chronologische volgorde van de aanvragen om inschrijving die na deze werden ingediend.

- 18. Indien, op het einde van de tweede inschrijvingsfase, uit het register blijkt dat het totaal van de aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste en tweede inschrijvingsfasen werden opgenomen, hoger is dan het aantal beschikbare plaatsen waarvan het cijfer aan de administratie moet worden meegedeeld met toepassing van paragraaf 1, 4e lid, worden alle aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste inschrijvingsfase werden opgenomen, overeenkomstig het 14e lid definitief opgenomen, onverminderd de toepassing van het 19e lid en de weigering van die inschrijvingen om één van de redenen bedoeld in paragraaf 1, 1e en 2e leden. Onverminderd de toepassing van het 19e lid, opent de inrichtende macht of haar afgevaardigde dan een rangschikingsfase gedurende welke, met het oog op de toekenning van nog beschikbare plaatsen, ze de aanvragen om inschrijving rangschikt die gedurende de tweede inschrijvingsfase werden opgenomen op grond van de verhoudingen en het criterium vastgesteld en meegedeeld overeenkomstig paragraaf 1, 4e en volgende leden, onder de voorwaarden en op de wijze bepaald, naar gelang van het geval, in de 20e en 21e, 22e en 23e, 24e en 25e leden. Het geheel van de aanvragen om inschrijving die gedurende de eerste inschrijvingsfase werden opgenomen en die om die reden definitief werden opgenomen, komen niettemin, voor die rangschikking, in aanmerking voor de toepassing van de verhoudingen vastgesteld en meegedeeld overeenkomstig paragraaf 1, 4e en volgende leden.

- 19. Indien, op het einde van de tweede inschrijvingsfase, uit het register blijkt dat het totaal aantal aanvragen om inschrijving voor een taalbadonderwijs, die gedurende de eerste en tweede fasen werden opgenomen, hoger is dan het aantal beschikbare plaatsen binnen de klassen die in de inrichting taalbadonderwijs verstrekken, beperkt bij toepassing van artikel 6, § 2, van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, kent de inrichtende macht of haar afgevaardigde die plaatsen toe met toepassing, eerst op de leerlingen bedoeld in het 6e lid, 4°, en vervolgens, in voorkomend geval, op de andere leerlingen die een aanvraag om inschrijving hebben ingediend of voor wie een aanvraag om inschrijving werd ingediend voor een taalbadonderwijs, van de verhoudingen en de criteria vastgesteld en meegedeeld overeenkomstig paragraaf 1, 4e leden en volgende, onder de voorwaarden en op de wijze bepaald, naar gelang van het geval, in de 20e en 21e, 22e en 23e, 24e en 25e leden.

20. Indien een inrichtende macht of haar afgevaardigde die, bij toepassing van § 1, 4e en volgende leden, het criterium van de evenwichtige verdeling van de kinderen volgens de leeftijdsklasse bedoeld in § 1, 5e lid, 1° heeft vastgesteld en meegedeeld, een rangschikkingsfase opent bij toepassing van de 15e en 18e leden, alsook voor de toepassing van het 19e lid :

1° brengt ze de Diensten van de Regering onmiddellijk op de hoogte van het feit dat een rangschikkingsfase geopend is;

2° bepaalt ze, in aanwezigheid van een ambtenaar van de Diensten van de Regering die de Regering aanwijst, de cijfercombinatie, "spildatum" genoemd, vanaf welke de aanvragen om inschrijving gerangschikt zullen worden op de wijze bepaald in het 21e lid :

- eerst en vooral, onder de cijfers 1 tot 12, loot ze het cijfer dat, in de spildatum, met de maand van het jaar zal overeenstemmen;

- dan, naar gelang van de gelote maand, loot ze, ofwel uit de cijfers 1 tot 30, overeenstemmend met de maanden april, juni, september en november, ofwel uit de cijfers 1 tot 31, overeenstemmend met de mogelijke dagen in de maanden januari, maart, mei, juli, augustus, oktober en december, ofwel uit de cijfers 1 tot 29, overeenstemmend met de mogelijke dagen in de maand februari, het cijfer dat, in de spildatum, met de dag van de maand zal overeenstemmen;

3° ondertekent ze het proces-verbaal van de loting, dat door de ambtenaar bedoeld in 2° staande de vergadering wordt opgemaakt.

- 21. Wanneer de spildatum, na toepassing van het vorige lid, bekend is, onderzoekt de inrichtende macht of haar afgevaardigde de aanvragen om inschrijving die te rangschikken zijn bij toepassing van de 15e, 18e en 19e leden en in het register opgenomen zijn, op de volgende wijze :

1° ze verdeelt ze, in een eerste fase, in twee onderscheiden gehelen onder, naargelang de betrokken leerling al dan niet zijn woonplaats in dezelfde gemeente als de inrichting heeft;

2° binnen elk aldus samengesteld geheel, rangschikt ze, in een tweede fase, vanaf de spildatum die geloot werd bij toepassing van het 20e lid, de aanvragen om inschrijving, door opeenvolgend de leerlingen te selecteren die geboren zijn in elk van de twaalf maanden van het jaar vanaf de spildatum, uitgesteld van maand tot maand, en stelt ze, voor elk geheel, een voorlopige wachtlijst op grond van de verhouding bedoeld in § 1, 9e lid op;

3° indien, naar gelang van hun geboortedag en -maand, twee of meer leerlingen gelijk staan, rangschikt de inrichtende macht of haar afgevaardigde de betrokken aanvragen om inschrijving op grond van een gewone loting en brengt daar onmiddellijk de ambtenaar bedoeld in het 20e lid, 2°, op de hoogte van;

4° indien, op het einde van de rangschikking uitgevoerd overeenkomstig de punten 1° tot 5°, het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, of het percentage van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit de gemeente, niet bereikt wordt, vult de inrichtende macht of haar afgevaardigde de beschikbare plaatsen aan door toevoeging, in de volgorde van hun rangschikking op een voorlopige wachtlijst, van aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen van het andere geheel;

5° ze kijkt vervolgens na of, bij toepassing van het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, bedoeld in § 1, 9e lid, en van het percentage van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, het in § 1, 10e lid, bedoelde percentage bereikt wordt. Zo niet, dan wisselt ze beurtelings, binnen elk geheel, overigens met inachtneming van de rangschikking die eruit voortvloeit, de aanvragen om inschrijving om van de leerlingen die op een voorlopige wachtlijst staan en die afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, met de aanvragen van leerlingen die voorlopig batig gerangschikt zijn en die niet afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, totdat het percentage bedoeld in § 1, 10e lid, bereikt wordt. Zo nodig, en in bijkomstige orde, indien het aantal aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen die afkomstig zijn uit een kansarmere school ten volle benut werd in één van de twee voorlopige wachtlijsten, wordt de andere voorlopige wachtlijst benut om het percentage bedoeld in § 1, 10e lid, aan te vullen. Indien het percentage niet bereikt kan worden bij gebrek aan leerlingen die aan deze voorwaarde voldoen, wordt dit percentage geacht bereikt te zijn.

- 22. Indien een inrichtende macht of haar afgevaardigde, die, bij toepassing van § 1, 4e en volgende leden, het alfabetisch criterium bedoeld in § 1, 5e lid, 2°, heeft vastgesteld en meegedeeld, een rangschikkingsfase opent bij toepassing van de 15e en 18e leden, alsook voor de toepassing van het 19e lid:

1° brengt ze de Diensten van de Regering onmiddellijk op de hoogte van het feit dat een rangschikkingsfase geopend is;

2° loot ze, in aanwezigheid van een ambtenaar van de Diensten van de Regering die de Regering aanwijst, uit de 26 letters van het alfabet, eerst de eerste letter en vervolgens de tweede letter vanaf welke de aanvragen om inschrijving gerangschikt zullen worden op de wijze bedoeld in het 23e lid;

3° ondertekent ze het proces-verbaal van de loting, dat staande de vergadering door de ambtenaar bedoeld in 2° wordt opgemaakt.

- 23. Wanneer, bij toepassing van het vorige lid, de twee letters van het alfabet die de volgorde van de rangschikking bepalen, bekend zijn, onderzoekt de inrichtende macht of haar afgevaardigde de aanvragen om inschrijving die te rangschikken zijn bij toepassing van de 15e, 18e en 19e leden en die in het register opgenomen zijn, op de volgende wijze :

1° in een eerste fase, verdeelt ze deze in twee onderscheiden gehelen onder naargelang de betrokken leerling al dan niet zijn woonplaats heeft in dezelfde gemeente als de inrichting;

2° binnen elk van die twee gehelen, rangschikt ze, in een tweede fase, vanaf de eerste letter die bij toepassing van het 22e lid geloot werd, de aanvragen om inschrijving in de alfabetische volgorde van de familienamen van de leerlingen bedoeld bij die aanvragen en stelt ze, voor elk geheel, een voorlopige wachtlijst op grond van het percentage bedoeld in § 1, 9e lid op;

3° in een derde fase, in de volgorde van de rangschikking die bij toepassing van 2° wordt bereikt, rangschikt de inrichtende macht of haar afgevaardigde die vaststelt dat verschillende familienamen met dezelfde eerste letter beginnen, die namen volgens de alfabetische volgorde van hun tweede letter, vanaf de tweede letter die wordt geloot bij toepassing van het 22e lid, en vervolgens, in bijkomstige orde, volgens de gewone alfabetische volgorde van hun andere letters;

4° indien familienamen nauwkeurig dezelfde zijn, rangschikt de inrichtende macht of haar afgevaardigde de betrokken aanvragen om inschrijving door middel van een gewone loting en brengt daar de ambtenaar bedoeld in het 22e lid, 2° onmiddellijk op de hoogte van;

5° voor de alfabetische volgorde bedoeld in 2° en in 3°, neemt de inrichtende macht of haar afgevaardigde de familienamen integraal, met inbegrip van de toevoegsels van de adellijke namen, in aanmerking, waarbij de eerste letter van het eerste toevoegsel als de eerste letter van de familienaam wordt beschouwd;

6° indien, op het einde van de rangschikking uitgevoerd overeenkomstig de punten 1° tot 5°, het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, of het percentage van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit de gemeente, niet bereikt wordt, vult de inrichtende macht of haar afgevaardigde de beschikbare plaatsen aan door toevoeging, in de volgorde van hun rangschikking op een voorlopige wachtlijst, van aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen van het andere geheel;

7° ze controleert dan of, na toepassing van het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, bedoeld in § 1, 9e lid, en van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, het percentage bedoeld in § 1, 10e lid, bereikt wordt. Zo niet, dan wisselt ze beurtelings, binnen elk geheel, overigens met inachtneming van de rangschikking die eruit voortvloeit, de aanvragen om inschrijving om van leerlingen die op een voorlopige wachtlijst staan en die afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, met die van leerlingen die voorlopig batig gerangschikt zijn en die niet afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, totdat het percentage bedoeld in § 1, 10e lid, bereikt wordt. Zo nodig, en in bijkomstige orde, indien het aantal aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen die afkomstig zijn uit een kansarmere school volledig benut is in één van beide voorlopige wachtlijsten, wordt de andere voorlopige wachtlijst benut om het percentage bedoeld in § 1, 10e lid aan te vullen. Indien het percentage niet bereikt kan worden bij gebrek aan leerlingen die aan deze voorwaarde voldoen, wordt het percentage geacht bereikt te zijn.

- 24. Indien een inrichtende macht of haar afgevaardigde, die, bij toepassing van § 1, 4e en volgende leden, het chronologisch criterium bedoeld in § 1, 5e lid, 3°, heeft vastgesteld en meegedeeld, een rangschikkingsfase opent bij toepassing van de 15e en 18e leden, alsook voor de toepassing van het 19e lid:

1° brengt ze de Diensten van de Regering onmiddellijk op de hoogte van het feit dat een rangschikkingsfase geopend is;

2° bepaalt ze, in aanwezigheid van een ambtenaar van de Diensten van de Regering die de Regering aanwijst, de cijfercombinatie, "spildatum" genoemd, vanaf welke de aanvragen om inschrijving gerangschikt zullen worden op de wijze bepaald in het 25e lid :

- eerst en vooral, onder de cijfers 1 tot 12, loot ze het cijfer dat, in de spildatum, met de maand van het jaar zal overeenstemmen;

- dan, naar gelang van de gelote maand, loot ze, ofwel uit de cijfers 1 tot 30, overeenstemmend met de maanden april, juni, september en november, ofwel uit de cijfers 1 tot 31, overeenstemmend met de mogelijke dagen in de maanden januari, maart, mei, juli, augustus, oktober en december, ofwel uit de cijfers 1 tot 29, overeenstemmend met de mogelijke dagen in de maand februari, het cijfer dat, in de spildatum, met de dag van de maand zal overeenstemmen;

3° ondertekent ze het proces-verbaal van de loting, dat door de ambtenaar bedoeld in 2° staande de vergadering wordt opgemaakt.

- 25. Wanneer de spildatum, na toepassing van het vorige lid, bekend is, onderzoekt de inrichtende macht of haar afgevaardigde de aanvragen om inschrijving die te rangschikken zijn bij toepassing van de 15e, 18e en 19e leden en in het register opgenomen zijn, op de volgende wijze :

1° ze verdeelt ze, in een eerste fase, in twee onderscheiden gehelen onder, naargelang de betrokken leerling al dan niet zijn woonplaats in dezelfde gemeente als de inrichting heeft;

2° binnen elk aldus samengesteld geheel, rangschikt ze, in een tweede fase, vanaf de spildatum die geloot werd bij toepassing van het 24e lid, de aanvragen om inschrijving, door opeenvolgend de leerlingen volgens de chronologische volgorde van hun geboortedag en - maand te selecteren, en stelt ze, voor elk geheel, een voorlopige wachtlijst op grond van de verhouding bedoeld in § 1, 9e lid op;

3° indien, naar gelang van hun geboortedag en -maand, twee of meer leerlingen gelijk staan, rangschikt de inrichtende macht of haar afgevaardigde de betrokken aanvragen om inschrijving op grond van een gewone loting en brengt daar onmiddellijk de ambtenaar bedoeld in het 24e lid, 2° op de hoogte van;

4° indien, op het einde van de rangschikking uitgevoerd overeenkomstig de punten 1° tot 5°, het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, of het percentage van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit de gemeente, niet bereikt wordt, vult de inrichtende macht of haar afgevaardigde de beschikbare plaatsen aan door toevoeging, in de volgorde van hun rangschikking op een voorlopige wachtlijst, van aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen van het andere geheel;

5° ze kijkt vervolgens na of, bij toepassing van het percentage van de leerlingen die afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, bedoeld in § 1, 9e lid, en van het percentage van de leerlingen die niet afkomstig zijn uit dezelfde gemeente, het in § 1, 10e lid, bedoelde percentage bereikt wordt. Zo niet, dan wisselt ze beurtelings, binnen elk geheel, overigens met inachtneming van de rangschikking die eruit voortvloeit, de aanvragen om inschrijving om van de leerlingen die op een voorlopige wachtlijst staan en die afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, met de aanvragen van leerlingen die voorlopig batig gerangschikt zijn en die niet afkomstig zijn uit een kansarmere school of vestiging, totdat het percentage bedoeld in § 1, 10e lid, bereikt wordt. Zo nodig, en in bijkomstige orde, indien het aantal aanvragen om inschrijving betreffende leerlingen die afkomstig zijn uit een kansarmere school ten volle benut werd op één van de twee voorlopige wachtlijsten, wordt de andere voorlopige wachtlijst benut om het percentage bedoeld in § 1, 10e lid aan te vullen. Indien het percentage niet bereikt kan worden bij gebrek aan leerlingen die aan deze voorwaarde voldoen, wordt dit percentage geacht bereikt te zijn.

- 26. Elke rangschikkingsfase die bij toepassing van de 15e en 18e leden wordt geopend, eindigt uiterlijk op de eerste werkdag die voorafgaat aan 15 december van het jaar voorafgaand aan het schooljaar waarvoor een inschrijving gepland is.

- 27. Op het einde van elke rangschikkingsfase bedoeld in deze paragraaf, of in de gevallen bedoeld in de 14e en 17e leden, brengt de inrichtende macht of haar afgevaardigde de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, op de hoogte van de inschrijving van de betrokkene of van de weigering van zijn inschrijving om de reden bedoeld in § 1, 3e lid en met toepassing van deze paragraaf. In dit laatste geval, deelt de inrichtende macht of haar afgevaardigde eveneens de positie mee die de leerling inneemt op zijn wachtlijst.

- 28. Wanneer de weigering van de inschrijving steunt op de reden vermeld in § 1, 3e lid, zodra een plaats beschikbaar is binnen de inrichting, wordt ze voorgesteld in de volgorde van de wachtlijst bedoeld in het vorige lid en met inachtneming van de percentages bepaald door de inrichting bij toepassing van paragraaf 1, 4e en volgende leden.

Wanneer de wachtlijst ten volle is benut, worden de eventueel vrijgemaakte plaatsen toegekend in de chronologische volgorde van de aanvragen om inschrijving die na de tweede inschrijvingsfase werden ingediend.

-29. Naar aanleiding van een aanvraag om inschrijving die met toepassing van deze paragraaf wordt ingediend, reikt de inrichtende macht of haar afgevaardigde aan de meerderjarige leerling, of, voor de minderjarige leerling, aan de ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, een attest uit als bewijs van de inschrijving, dat ten minste de volgende gegevens bevat :

1° de identificatie en de verschillende inlichtingen betreffende de schoolinrichting en haar inrichtende macht;

2° de identificatie en de verschillende inlichtingen betreffende de leerling, en, in voorkomend geval, van zijn ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent;

3° het totaal aantal beschikbare plaatsen in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs in de schoolinrichting;

4° in voorkomend geval, het aantal plaatsen die op het einde van de eerste inschrijvingsfase worden toegekend;

5° de datum waarop de aanvraag om inschrijving wordt ingediend en waarop het attest, de ondertekening van de inrichtende macht of haar afgevaardigde en de ondertekening van de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, van de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, wordt uitgereikt;

6° de verhoudingen en het criterium die, in voorkomend geval, de inrichtende macht of haar afgevaardigde de mogelijkheid zullen verschaffen om de aanvragen om inschrijving te rangschikken. Deze worden aanvaard door de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, door de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent.

- 30. Op het einde van elke rangschikkingsfase bedoeld in deze paragraaf, of in de gevallen bedoeld in de 14e en 17e leden, reikt de inrichtende macht of haar afgevaardigde aan de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, aan de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, een attest van inschrijving of van weigering van inschrijving volgend op het attest van aanvraag om inschrijving dat werd ontvangen op het einde van de tweede inschrijvingsfase, dat onder meer de volgende gegevens bevat :

1° de identificatie en de verschillende inlichtingen betreffende de schoolinrichting en haar inrichtende macht;

2° de identificatie en de verschillende inlichtingen betreffende de leerling, en, in voorkomend geval, van zijn ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent;

3° het totaal aantal beschikbare plaatsen in het eerste leerjaar van het secundair onderwijs in de schoolinrichting;

4° in voorkomend geval, het aantal plaatsen die op het einde van de eerste inschrijvingsfase worden toegekend;

5° het feit dat de inschrijving ofwel wordt aanvaard ofwel wordt geweigerd om de reden bedoeld in § 1, 3e lid, en, in voorkomend geval, de positie die de leerling inneemt op de wachtlijst en de aanwijzing van de diensten van de administratie waarvan de leerling of zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent bijstand kunnen krijgen met het oog op de inschrijving van de leerling in een onderwijsinrichting van de Franse Gemeenschap of in een instelling die instaat voor de naleving van de leerlicht.

6° de datum waarop het attest van inschrijving wordt meegedeeld, de ondertekening van de inrichtende macht of haar afgevaardigde en de ondertekening van de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, van de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent;

- 31. Wanneer de inschrijving wordt geweigerd om de reden bedoeld in § 1, 3e lid, en de leerling een plaats inneemt op de wachtlijst, zendt de inrichtende macht of haar afgevaardigde onmiddellijk een afschrift van het attest over aan het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan of aan de gedecentraliseerde commissie, die er de administratie op de hoogte van brengt. Ingeval de inrichtende macht niet is toegetreten tot een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, wordt het attest aan de administratie overgezonden.

- 32. Voor de toepassing van deze paragraaf, wordt onder werkdag verstaan, maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag, met uitzondering van de feestdagen en de schoolvakantie. »

Art. 6. In artikel 69, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2001 en het decreet van 20 juli 2006, wordt het 1e lid aangevuld met een 9e lid, luidend als volgt :

« 9° een advies uit te brengen over het criterium en de verhoudingen die worden meegedeeld en vastgesteld, naar gelang van het geval, door het inrichtingshoofd met toepassing van artikel 80, § 1, 5e en volgende leden, of door de inrichtende macht met toepassing van artikel 88, § 1, 4e en volgende leden. »

Art. 7. De sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap wordt belast met het waarnemen van het inschrijvingsproces voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 80 en 88 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, ook vóór de wijziging ervan door dit decreet.

Bij de uitoefening van die waarnemingsopdracht, zet de sturingscommissie de logistieke middelen in waarover ze beschikt krachtens artikel 4 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap en voert alle nuttige hoorzittingen uit, waaronder deze die besteed worden aan het horen van inrichtingshoofden in het lager onderwijs en het secundair onderwijs, van inrichtende machten in het lager onderwijs en het secundair onderwijs, van vertegenwoordigers van instellingen of verenigingen waarvan de werking betrekking heeft op de verdediging van de grondrechten of op het onderwijsrecht.

Op grond van die waarnemingen, stelt de in het vorige lid bedoelde commissie om de twee jaar een verslag op voor de Regering, waarvan het eerste uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit decreet wordt opgesteld. Dat verslag evalueert of de doelstelling inzake sociale gemengdheid die in dit decreet vastgelegd wordt, bereikt wordt en de verhoudingen inhoudt die, in voorkomend geval, het mogelijk zou maken om de voormelde doelstelling efficiënter te kunnen bereiken.

Art. 8. In artikel 6, § 1, van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, wordt de eerste zin, die begint met de woorden "De inschrijving voor het taalbadonderwijs" vervangen door de volgende zin :

« Onverminderd de toepassing van paragraaf 2, tweede lid, kan de inschrijving voor het taalbadonderwijs niet worden onderworpen aan een voorafgaande selectie. ».

Art. 9. In artikel 6, § 2, van hetzelfde decreet, worden de twee laatste leden opgeheven.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op 1 augustus 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 18 juli 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente,
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M-D. SIMONET

De Vice-President,
Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
Ch. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,
M. TARABELLA

Nota

(1) *Zitting 2007-2008*

Stukken van de Raad. - Ontwerp van decreet, nr. 552-1. - Advies van de Raad van State, nr. 552-2.
Commissieamendementen, nr. 552-3. - Advies van de Raad van State, nr. 552-4. - Verslag, nr. 552-5.
Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 juli 2008.

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C - 2008/13205]

Lijst met gemeenten voor de toepassing van het koninklijk besluit van 15 juli 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de doorstromingsprogramma's en het koninklijk besluit van 15 juli 1998 tot wijziging van de artikelen 78ter, 78sexies en 131quater van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering

Lijst opgemaakt door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, met de gemeenten waar de werkloosheidsgraad minstens 20 % hoger ligt dan de gemiddelde werkloosheidsgraad in het gewest.

Deze lijst is geldig van 1 september 2008 tot 31 augustus 2009. De lijst werd opgemaakt op basis van de werkloosheidscijfers van juni 2008.

Provincie Antwerpen :

Antwerpen.

Mechelen.

Turnhout.

Provincie Vlaams-Brabant :

Drogenbos.

Linkebeek.

Wemmel.

Provincie Waals-Brabant :

/

Provincie West-Vlaanderen :

Blankenberge.

Bredene.

De Haan.

De Panne.

Knokke-Heist.

Mesen.

Middelkerke.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C - 2008/13205]

Liste des communes permettant l'application de l'arrêté royal du 15 juillet 1998 modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, *m*, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle et de l'arrêté royal du 15 juillet 1998 modifiant les articles 78ter, 78sexies et 131quater de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage

Liste dressée par l'Office national de l'Emploi reprenant les communes dont le taux de chômage est au moins 20 % plus élevé que le taux de chômage moyen de la région.

Liste valable du 1^{er} septembre 2008 au 31 août 2009. Cette liste a été réalisée sur base des chiffres du chômage de juin 2008.

Province d'Anvers :

Antwerpen.

Mechelen.

Turnhout.

Province du Brabant flamand :

Drogenbos.

Linkebeek.

Wemmel.

Province du Brabant wallon :

/

Province de Flandre occidentale :

Blankenberge.

Bredene.

De Haan.

De Panne.

Knokke-Heist.

Mesen.

Middelkerke.